



République Algérienne Démocratique et Populaire  
Ministère de l'Enseignement Supérieure et de la Recherche  
Scientifique



Université Abderrahmane Mira De Bejaia  
Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion  
Département des Sciences Economiques

## **MEMOIRE**

En vue de l'obtention du diplôme de  
**MASTER EN SCIENCES ECONOMIQUES**

Option : Economie Monétaire et Bancaire

### **L'INTITULE DU MEMOIRE**

---

**Les incidences sanitaire, économique et financière de la Covid-19  
en Algérie : quel impact sur l'activité bancaire**  
**(Cas de l'agence BADR n° 362)**

---

#### **Présenté par:**

BELLACHE Thira  
BAKLI Naouel

Soutenue, le 22/09/2021, devant le jury composé de :

M.....	.....	Université de Bejaia	<b>Président/e</b>
M. ....	....	Université de Bejaia	<b>Examineur</b>
M. GANA Brahim	Docteur	Université de Bejaia	<b>Encadreur</b>

Année Universitaire : 2020/2021

## **REMERCIEMENTS**

*Nous remercions le bon Dieu pour le courage et la patience qui nous ont été utiles tout au long de notre parcours*

*Nos remerciements sont adressés à :*

*Notre promoteur Mr. Gana Brahim, pour ses pertinents conseils et ses orientations, ainsi que sa disponibilité au long de ce travail*

*Nos remerciements également à :*

*L'ensemble du personnel de l'agence BADR n° 362 SIDI-AICH, ainsi nous tenons à remercier plus particulièrement Mr Bellache et Mr Kherbach qui nous ont beaucoup aidé et orienté au sein de cette agence.*

*Enfin, nous tenons à exprimer nos profonds remerciements à tous ceux qui nous ont soutenus de près ou de loin pour la réalisation de ce modeste travail.*

## DÉDICACE

*Au début, je tiens à remercier le bon Dieu de m'avoir donné le courage et la patience afin de réaliser ce modeste travail que je dédie*

*A Mes parents pour leur sacrifice, leur multiple soutien et pour leur affection quotidienne, merci d'être présents dans toutes circonstances*

*A toute personne qui s'était derrière moi en particulier mes amis.*

*Thira*

*Je dédie ce petit travail*

*A mes très chers parents, source de vie, d'amour et d'affection*

*A Thira, chère amie avant d'être binôme*

*A toute ma famille et mes amis*

*A moi-même*

*Naouel*

## Liste des abréviations et acronymes

**Ad26.Cov2.S:** Le vaccin de Johnson and Johnson contre la Covid-19.

**ALE :** Accord de Libre Echange.

**ARN :** Acide Ribonucléique.

**Astra Zeneca/Oxford :** Vaccin contre la Covid-19.

**BADR:** Banque de l'Agriculture et de Développement Rural.

**BDL:** Banque de Développement Locale.

**BEA :** Banque Extérieure d'Algérie.

**BioN-Tech :** Une société allemande de biotechnologie et le nom donné au vaccin contre la Covid-19.

**BNA:** Banque Nationale d'Algérie.

**BNP :** Banque Nationale de Paris.

**CBRI :** Carte Bancaire de Retrait Interbancaire.

**CCT :** Crédit à Court Terme.

**CEA :** Commission économique africaine.

**CIB :** Carte Inter Bancaire.

**CIBC :** Banque Impérial du Canada de Commerce.

**CMLT :** Crédit à Moyen, Long Terme.

**CNEP :** Caisse Nationale d'Epargne et de Prévoyance.

**Covid-19 :** Corona Virus Disease 2019.

**CPA :** Crédit Populaire d'Algérie.

**CT-Scan:** Computed Tomography scanner.

**DA:** Dinar Algérien.

**ENIE:** Entreprise Nationale de l'Industrie Electronique.

**EPE :** Entreprise Publique Economique.

**FED :** Réserve Fédérale Américaine.

**FMI** : Fond Monétaire International.

**Getex** : Système de gestion technique énergétique.

**HSBC** : Hong Kong & Shanghai Banking Corporation (Société Bancaire Hong Kong et Shanghai).

**IPC**: Indice des Prix à la Consommation.

**KDA**: Kilo Dinar Algérien.

**M2** : Masse monétaire au sens large.

**MENA** : Middle East and North Africa (Moyen Orient et Afrique du Nord).

**MERS-COV (2012-2013)** : Middle East Respiratory Syndrome (Syndrome Respiratoire du Moyen Orient émergé en (2012-2013).

**NTIC** : Nouvelles Technologies d'Information et de Communication.

**OMS**: Organisation Mondiale de la Santé.

**OPEP+** : Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole.

**PEM** : Petite et Moyenne Entreprise.

**Pfizer** : Un laboratoire américain et le nom donné au vaccin contre la Covid-19.

**PIB** : Produit Intérieur Brut.

**PME** : Petite et Moyenne Entreprise.

**PME-TPE**: Petite et Moyenne Entreprise-Très Petite Entreprise.

**PMI** : Petite et Moyenne Industrie.

**Protocole « EUL »** : Emergency Use Listing de l'OMS.

**RT-PCR** : Reverse Transcriptase Polymerase Chain Reaction (Réaction en Chaîne par Polymérase).

**Saïdal** : Entreprise de Production Pharmaceutique.

**SARS-COV-2** : Syndrome Respiratoire Aigu sévère due au coronavirus de 2019.

**SinoPharm** : Vaccin Chinois contre la Covid-19.

**SinoVac** : Vaccin contre la Covid-19 fabriqué par Biotech à Pékin.

**Sputnik –V** : Premier Vaccin Russe contre la Covid-19.

**SRAS-COV (2002-2003)** : Syndrome Respiratoire Aigu Sévère émergé en Chine en (2002 - 2003).

**TPE** : Terminaux de Paiement électroniques.

**USA**: United States of America (Etats-Unis).

## Listes des figures

Figure 01 : Représentation graphique de l'évolution quotidienne des nouveaux cas (25 février 2020 – 24 avril 2021) .....	27
Figure 02 : Représentation graphique des recettes pétrolières et recettes budgétaires hors hydrocarbures en Algérie. ....	29
Figure 03 : Représentation graphique de production et des exportations de pétrole .....	30
Figure 04 : Représentation graphique de l'indice des prix à la consommation en Algérie.....	32
Figure 05 : Représentation graphique du taux de change en Algérie.....	34
Figure 06 : Organigramme de l'agence BADR n° 362.....	44
Figure 07 : Représentation graphique des emplois de l'agence BADR n° 362 .....	47
Figure 08 : Représentation graphique des ressources de l'agence BADR n° 362 .....	47
Figure 09 : Représentation graphique du nombre d'ouvertures des comptes de l'agence BADR n° 362 .....	48
Figure 10 : Représentation graphique du nombre de cartes bancaires réalisées (Cartes commandées et Cartes en circulation) par l'agence BADR n° 362 .....	48

# Sommaire

<b>Introduction générale.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Chapitre 01 : Les aspects sanitaire, économique et financier de la Covid-19 dans le monde .....</b>	<b>4</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>Section 01 : La Covid-19 d'un aspect sanitaire et sa propagation dans le monde.....</b>	<b>6</b>
<b>Section 02 : L'aspect économique de la Covid-19.....</b>	<b>11</b>
<b>Section 03 : La Covid-19 d'un aspect financier .....</b>	<b>16</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>23</b>
<b>Chapitre 02 : Les aspects sanitaire, économique et financier de la Covid-19 en Algérie</b>	<b>26</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>27</b>
<b>Section 01 : L'aspect sanitaire de la Covid-19 en Algérie.....</b>	<b>27</b>
<b>Section 02 : L'aspect économique de la Covid-19 en Algérie .....</b>	<b>29</b>
<b>Section 03 : L'aspect financier de la Covid-19 en Algérie .....</b>	<b>36</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>38</b>
<b>Chapitre 03. Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire: le cas de l'agence BADR n° 362 .....</b>	<b>41</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>42</b>
<b>Section 01 : Présentation de la BADR et de l'agence n° 362 de Sidi-aich .....</b>	<b>42</b>
<b>Section 02 : Etude de cas de l'agence BADR n° 362.....</b>	<b>46</b>
<b>Conclusion .....</b>	<b>56</b>
<b>Conclusion générale.....</b>	<b>58</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>59</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>62</b>

# **Introduction Générale**

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'émergence soudaine de la pandémie de Covid-19 dans le monde a troublé la communauté internationale, non pas par l'imprévisibilité de l'entreprise humaine mais cette fois pour des causes naturelles encore à vérifier. La crise causée par le virus Covid-19 a changé le système économique mondial, il montre à quel point les économies sont fortement interconnectées, fragiles et mal préparées à un choc sanitaire de cette ampleur.

Même les pays développés et les grandes puissances économiques mondiales ont été très touchés. Cependant, l'impact de cette pandémie est d'une architecture changeante et son issue dépendra de la capacité des pays à réagir et à y faire face le plus rapidement possible.

Ce qu'il faut souligner, c'est que certains pays en développement, n'ont pas suffisamment de marge de manœuvre et de capacité financière pour faire face à la propagation aigüe de ce virus et ne peuvent pas supporter les effets sévères de ce dernier sur de longues périodes. En effet, leurs systèmes de santé sont considérés comme étant très fragiles, voire primitifs dans certains cas. Ainsi, une intervention et un soutien accru de la communauté internationale demeurent essentiels.

Les pays de la région MENA exportateurs des hydrocarbures, comme le cas de l'Algérie, sont confrontés au double choc de la pandémie de Covid-19 et de l'effondrement des prix du pétrole. La pandémie de Covid-19 a poussé les prix de l'or noir à des niveaux historiquement bas. Un coup dur pour l'économie algérienne qui tire près de 95 % de ses recettes d'exportations et environ les trois quarts de ses recettes budgétaires des hydrocarbures. Par conséquent, le système financier qui est étroitement lié aux hydrocarbures est fortement impacté par les effets de la pandémie et ses conséquences inattendues. En effet, les impacts se ressentent à travers le manque de liquidité dans les banques, une reprise lente de l'activité bancaire due à l'absence du numérique, une culture bancaire inadaptée au choc exogène de tel ampleur...etc

Dans le contexte de cette analyse, l'objectif de ce mémoire est d'étudier l'impact de Covid-19 sur l'activité économique au sens large et sur l'activité bancaire en particulier.

**La question centrale à laquelle nous nous intéressons est la suivante : quel est l'impact de la crise sanitaire sur l'activité de l'agence BADR n° 362 ?**

Nous tenterons également de répondre aux questions secondaires suivantes :

- Quelles sont les retombées de la crise sanitaire sur l'économie et la finance ?
- Les mesures du gouvernement algérien pour faire à la pandémie, sont-elles efficaces ?
- Comment les banques réagissent-elles face aux étendues de la crise ?

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

Pour répondre à nos interrogations, nous avons suivi une démarche méthodologique basée principalement sur les étapes suivantes :

La première étape est de nature théorique basée sur une revue bibliographique utilisant des articles et ouvrages mais aussi les rapports et les données statistiques publiées par les institutions internationales (banque mondiale, FMI, OMS, la BAD...etc). La seconde consiste en un stage pratique d'un mois au niveau de l'agence BADR n° 362 Sidi-aich dont on a étudié les différents effets de la pandémie au sein de cette dernière. Nous avons aussi distribué un questionnaire pour cerner les points de vue des banquiers sur l'évolution de l'activité bancaire durant cette crise sanitaire.

Nous supposons une hypothèse à cet égard :

- L'hypothèse : Les effets de la pandémie, sur l'activité des banques algériennes, ont été ressentis à travers l'absence du numérique.

Pour mener à bien notre recherche, nous allons organiser notre travail en trois chapitres classés comme suit :

Le premier chapitre traitera l'impact économique et financier de l'épidémie de la Covid-19 sur l'économie mondiale, il est subdivisé en trois sections, dans la première section nous allons tout d'abord définir la Covid-19 en tant que crise sanitaire, par la suite sa propagation à travers le monde. La deuxième section traitera la Covid-19 sous l'aspect économique (croissance, emploi ...etc). Nous effectuerons aussi une comparaison entre la crise financière internationale de 2008 et la crise sanitaire actuelle. La troisième section abordera les effets de cette pandémie sur le système financier. Nous expliquerons les mesures prises par les gouvernements et les perspectives économiques et financières liées à cette pandémie.

Le second chapitre sera consacré aux effets de la Covid-19 sur l'économie et le système financier algériens. Il se décompose en trois sections : la première section analysera la propagation de la pandémie en Algérie ainsi que les mesures de lutte prises par le gouvernement algérien; la deuxième fera l'objet d'une étude détaillée sur les impacts de la pandémie sur l'économie algérienne. En s'appuyant sur le double choc engendré par la pandémie et de l'effondrement simultané des prix des hydrocarbures, nous décryptons les impacts sur les plans de la croissance, de l'emploi (marché du travail) ainsi que les mesures prises par le gouvernement algérien. Dans la troisième section nous présenterons la situation financière de l'Algérie, autrement dit : le système financier et bancaire avant l'apparition de la pandémie et durant la pandémie ainsi que les mesures financières prises à cet égard.

Nous terminerons notre travail par la présentation du troisième chapitre qui intègre une étude pratique, dont nous traiterons l'impact de la pandémie sur l'activité de l'agence bancaire

## **INTRODUCTION GÉNÉRALE**

BADR n° 362 Sidi-aich. Ce chapitre est subdivisé respectivement comme suit : Le premier point de notre étude est consacré à la présentation de l'organisme d'accueil « Agence BADR n° 362 Sidi-aich ». Le deuxième point abordera l'étude de cas pratique sur l'effet de la Covid-19, à l'aide d'une analyse et traitement de données statistiques et financières que nous avons collectés durant la période de stage. Le troisième point est exclusivement réservé au traitement du questionnaire que nous avons distribué (voir l'annexe) aux responsables des agences bancaires: (BADR n° 362, la BNA, BDL et CNEP).

# **CHAPITRE 01**

## **Les aspects sanitaire, économique et financier de la Covid-19 dans le monde**

## Introduction

La crise de Covid-19 qui a touché le monde entier est avant tout une crise sanitaire mais ses impacts se sont répercutés sur l'ensemble des activités vitales et les conséquences sont ressenties sur tous les secteurs économiques et sociaux. Cette analyse des impacts engendrés par la Covid-19 ont touché les principales grandeurs macro-économique et social et leurs étendus ont généré un climat morose auprès des populations. Parmi les effets ressentis sur le plan économique, nous recensons les éléments suivants : la baisse de la production, la réduction des recettes fiscales, l'accroissement des dépenses budgétaires (soins de santé, dépistage,...etc.) avec l'accroissement des aides aux ménages (subventions salariales, allocations-chômages, transferts, report de paiements d'impôts,...etc.), notamment aux entreprises les plus touchées pour les protéger contre la perte de revenus, le chômage et les faillites. Il ya lieu de citer notamment la fourniture de liquidités, exonérations fiscales...etc. Ces initiatives prises par les gouvernements ont participé à « la dégradation des soldes budgétaires et courants, de la plupart des pays dans le monde et ont accru les ratios d'endettement public de certains »<sup>1</sup>.

Le système bancaire et financier, non plus, n'a pas échappé à cette crise sanitaire et une instabilité financière s'est traduite dans le temps. Cette instabilité s'est manifestée notamment, à travers : le manque de communication entre les instances de contrôle et les banques, le manque de liquidité, les mesures de riposte non adaptées, la mauvaise gestion du risque de crédit, les effets de contagion suite à l'interconnexion des banques, le manque de collaboration internationale des institutions de réglementation nationales et beaucoup d'autres effets de la pandémie.

L'objectif de ce chapitre est d'expliquer l'impact de la pandémie sur la sphère économique et financière d'une manière générale. Notre chapitre sera composé de trois sections :

La première section abordera l'impact de la Covid-19 d'un point de vue sanitaire en citant les différentes caractéristiques de cette pandémie et son évolution à travers le monde,

La seconde section expliquera l'impact de la Covid-19 d'un point de vue économique,

La troisième section traitera l'aspect financier de la crise sanitaire et ses impacts respectifs.

---

<sup>1</sup> KibalaKuma J. (2020). L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19: état des lieux, analyses et perspectives ». *hal-02888395*, 2020. Consultez le lien : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02888395/document>

## **Section 01. L'aspect sanitaire de la Covid-19 et sa propagation dans le monde**

### **1.1. La pandémie de la Covid-19 comme crise sanitaire**

On peut définir la maladie à coronavirus 2019, dont le nom scientifique est la Covid-19, comme une maladie infectieuse émergente qui est engendrée par une souche de coronavirus appelée SARS-COV-2 et appartient ainsi à une grande famille de virus les coronavirus qui sont susceptibles d'être à l'origine d'une large échelle de maladies. Cette maladie de Covid-19 va du rhume banal à une infection pulmonaire parfois sévère responsable d'une détresse respiratoire aiguë et qui peut provoquer le décès du patient avec un taux de mortalité très fortement dépendant de son âge, ses symptômes les plus fréquents sont la toux, la fièvre et la gêne respiratoire.

La Covid-19 est contagieuse avec transmission interhumaine via des gouttelettes respiratoires surtout lorsque les gens toussent ou éternuent ou par un contact manuel avec une surface contaminée suivi d'un toucher de la main sur le visage. Son diagnostic repose surtout sur un test RT-PCR et/ou sur les images pulmonaires faites au CT-Scan. La période de confinement est de 14 jours. La contagiosité disparaît lorsque l'excrétion du virus disparaît de la gorge.

Au 21<sup>ème</sup> siècle, deux épidémies mortelles sont déjà survenues entraînant des coronavirus émergents, reçus (affectées) par des animaux au départ et transmis ensuite à l'homme, à savoir : le SRAS-COV<sup>2</sup> (2002-2003) et le MERS-COV<sup>3</sup> (2012-2013). . Ainsi, on considère la Covid-19 comme une troisième épidémie mortelle liée au coronavirus apparu en Chine en décembre 2019 dont les premiers cas recensés sont des personnes s'étant rendues sur un marché local à Wuhan dans la province de Hubei.<sup>4</sup>

Plusieurs vaccins avaient été utilisés, le premier programme de vaccination de masse a commencé au début du mois de décembre 2020 au 15 février 2021 dont 175,3 millions de doses de vaccin avaient été administrés.

---

<sup>2</sup> Coronavirus à l'origine d'un syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) apparu en Chine où plus de 8 000 cas ont été recensés dans 30 pays et 774 personnes sont décédées (soit près de 10% de mortalité).

<sup>3</sup> Coronavirus du syndrome respiratoire du Moyen-Orient ainsi appelé car il a été détecté pour la première fois en Arabie Saoudite dont 1 589 cas et 567 décès dans 26 pays ont été enregistrés (soit un taux de mortalité d'environ 30%)

<sup>4</sup> Kibala Kuma J. (2020). L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19: état des lieux, analyses et perspectives ». *hal-02888395*, 2020. Consultez le lien : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02888395/document>

L'OMS a accordé une autorisation d'utilisation d'urgence au titre du protocole « EUL » au vaccin contre la Covid-19 de « Pfizer / Bio NT » le 31/12/2020.

Le 15 février 2020, L'OMS a autorisé l'utilisation d'urgence de deux versions du vaccin « Astra Zeneca/Oxford » contre la Covid-19 fabriqués par « le sérum institut of India ». Ainsi, le 12 mars 2021 elle a autorisé l'utilisation d'urgence du vaccin « Ad26.Cov2.S » développé par « Johnson and Johnson ».

Au début du mois d'août, la Russie a annoncé la naissance d'un vaccin « Spoutnik –V » développé par l'institut Gameleia, mais de nombreux experts occidentaux doutent de la fiabilité des données transmises par la Russie.

La Chine de son tour pour faire oublier ses erreurs dans la gestion de l'épidémie a lancée dans le développement de deux vaccins qui sont : SinoPharm et SinoVac.<sup>5</sup>

Cependant, la fabrication de plusieurs vaccins n'a pas entravé l'aggravation du Covid-19 dans le monde. Après avoir vécu deux vagues de ce virus avec de fortes conséquences sur le plan humanitaire et économique, une troisième vague apparaissait avec une nouvelle souche de coronavirus appelée "delta" qui semble être plus contagieuse que les autres variantes détectées. Les vaccins devraient toujours fonctionner, cependant, la mutation du virus amène vers l'inquiétude. Ajoutant que ce virus est potentiellement sur le point de sortir du cadre du vaccin et qui comporte de grandes incertitudes et une longue liste de questions restent sans réponse. C'est pour ces raisons ou d'autres que les personnes devront respecter les différentes restrictions et gestes barrières.

## **1.2. Propagation de la Covid-19 dans le monde**

Dès janvier 2020, le monde est frappé par une maladie à coronavirus, la maladie est survenue au dernier trimestre 2019 à Wuhan, en Chine Centrale avec des cas inhabituels en accroissement.

Au premier trimestre 2020, en vue de sa forte propagation dans le monde, la Covid-19 est requalifiée en pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Cette pandémie s'est Propagée dans différents continents et pays riches comme pauvres tels que : La Chine, le Japon, le Viêt-Nam, les Etats-Unis, l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Australie, la Corée du Sud, l'Iran, le Nigeria, l'Afrique, etc...., cette maladie tue de milliers de personnes et devient en réalité une urgence sanitaire mondiale telle que décrétée par l'Organisation Mondiale de la Santé/OMS le 30 Janvier 2020.

---

<sup>5</sup> Gabriel M. (2020). Moderna, Astra Zeneca, Pfizer...Quels sont les vaccins contre le Covid les plus avancés ? Consultez le lien : <https://www.businessinsider.fr/moderna-pfizer-sanofi-le-point-sur-les-vaccins-contre-le-covid-19-les-plus-prometteurs-185467>

Entre les raisons de la divulgation rapide de la maladie à coronavirus dans le monde, on révéla toujours le retard (soit 1 mois) du gouvernement chinois dans l'alerte à la communauté internationale sur l'apparition de la maladie à Wuhan et dans la mise en place des mesures de riposte (la ville de Wuhan fut placée en quarantaine le 23 janvier 2020). Ce retard aurait favorisé les déplacements dans le monde de plusieurs individus en provenance de Wuhan et, donc, la propagation de la pandémie.

A la date du 25 février 2020, on dénombre déjà plus de 25 pays atteints par la Covid-19. Le nombre de cas d'infection à la Covid-19 en Chine a dépassé celui du coronavirus SARS en 2003 et les impacts pourraient l'être aussi.

L'épidémie a de plus abattue les économies avancées. A la date du 2 mars 2020, six grands pays appartiennent à ceux qui représentaient le plus de cas d'infectés, à savoir : La Chine, la Corée, le Japon, l'Italie, les USA et l'Allemagne, ces pays représentent : 50% d'exportations mondiales des produits manufacturiers, 55 % de la production et demande mondiales et 60% de la production manufacturière mondiale.

En continent africain, le premier décès enregistré le 18 mars 2020 concernait le Burkina Faso. Déjà, le 20 mars 2020 divers pays africains ont annoncé la fermeture de leurs frontières terrestres, maritimes et aériennes. En mars, l'épidémie avait atteint plus de 30 pays d'Afrique engendrant un impact économique impressionnant selon la Commission Economique Africaine (CEA). Cette instance indique aussi que les répercussions de la Covid-19 sur l'économie africaine appellent à des réponses fortes.

Ainsi, L'OMS estime que la majorité de pays de l'Afrique du nord, aussi renommée la région MENA possèdent des systèmes de santé de bonne qualité parmi les 191 systèmes de santé dans le monde, à l'exception de quelques pays comme en Syrie et au Yémen.

Le progrès massif du nombre de cas infectés par la Covid-19 dans le monde s'explique tout simplement par l'absence d'un traitement efficace de ce virus à ces jours.

A la faveur des mesures de ripostes prudentes notamment la quarantaine totale et la désinfection de la ville « Wuhan » infectée par la Covid-19, la Chine a arrivée à contenir le virus dans cette ville, et pourtant ce pays est considéré comme l'épicentre de l'épidémie. Contrairement aux USA, en juillet 2020 dorénavant le pays qui enregistre le plus de cas de décès suite à la Covid-19 suivi par l'Italie, la France, l'Espagne, l'Iran, l'Allemagne et la Chine.<sup>6</sup>

---

<sup>6</sup>Kibala Kuma J. (2020). op.cit. Consultez le lien : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02888395/document>

Vers la fin de l'année 2020 et loin de toute amélioration, la situation continue à se dégrader dans plusieurs pays. Aux États-Unis les chiffres ont explosé et cela est dû à la célébration des fêtes de fin d'année, et par conséquent un quart de million de nouveaux cas d'infection sont déclarés chaque jour.

Viendra par la suite, Le Japon qui s'approvisionne à annoncer un nouvel état d'urgence dans le moment où le pays connaît sa troisième vague la plus dangereuse. Le continent européen, connaît la pire intensification du virus tel que l'Amérique. Au cours de la dernière semaine, près de 3000 morts ont été comptés uniquement en France.

« *Plusieurs pays connaissent une transmission incroyablement intense* », interprète Maria Van Kerkhoven, chargée de la gestion de la pandémie à l'OMS, elle ajoute aussi : « *On observe des chiffres vraiment effrayants en termes de cas, d'hospitalisations et d'admissions dans les unités de soins intensifs* », il faudra s'attendre à ce qu'il est plus amplifiant. Elle complète ainsi : « *Nous commençons à le voir maintenant et nous le verrons dans les prochaines semaines. Dans de nombreux pays, la situation va s'aggraver avant de s'améliorer.* »

Autour de la planète, la répartition des vaccins constituera sûrement un élément essentiel dans la régression, dans l'espoir de freiner la pandémie, en attendant, les experts demandent aux citoyens de rester attentifs.

« Nous avons encore trois ou six mois d'un chemin très, très difficile devant nous. Mais nous pouvons y arriver », dénonce Michael Ryan, chargé des situations d'urgence à l'OMS. Il complétait aussi : « La cavalerie arrive, les vaccins arrivent, mais, pour la plupart des gens dans le monde, ils ne sont pas encore là. ». Donc, la prudence reste durant toujours plusieurs mois, en convenant qu'une marge assez importante de la population accepte à se vacciner.

L'évolution du Covid-19 en janvier 2020 a été une surprise pour le monde entier. L'épidémie connaît des changements mécontents difficiles à anticiper qui met le peuple entre espoir de vaccination et craintes de mutation.

D'ailleurs, un certain nombre d'experts pensaient auparavant que la pandémie va se limiter au sud-est asiatique comme le SARS déjà vécu ainsi, par la suite, dans quelques mois, le virus allait afficher des dizaines de millions de morts. Il semble donc difficile d'effectuer des anticipations sur l'année prochaine. Cependant, grâce aux avancements de la science, les gens avaient reçu une idée quand même sur la manière dont pourra dérouler l'année 2021.

« D'ici un mois, 2,25 millions de personnes auront été vaccinées [en Israël], une fois cela fait, nous pourrons sortir du coronavirus, rouvrir l'économie, et faire des choses qu'aucun autre pays monde ne pourra faire », annonce le premier ministre israélien Benjamin

Netanyahou. Les pays, qui ont accéléré la vaccination, sont bien capables d'arriver tôt à une protection collective leur permettant de revenir à une survie presque ordinaire. Conformément à une investigation italienne, 30 000 de décès seront sauvés en Italie en 2021 grâce à la vaccination à condition que 80 % du peuple à péril se vaccine.

La France à cause de sa moindre précipitation à vacciner ainsi que la méfiance de sa population qui est la plus douteuse sur les vaccins au monde, risque de sortir parmi les derniers de la pandémie. Apparemment, l'Europe craint à subir aussi une multitude de vagues et même des couvre-feux ou confinements et de rester masqué pour un certain autre temps.

La grande peur et inquiétude des experts scientifiques est la mutation du virus qui rendait le vaccin inefficace. En Angleterre, une nouvelle variante du virus s'est récemment apparue plus transmissible jusqu'à 70%, et qui a engendré en mois de décembre le confinement total du pays. Cependant, les mutations de cette variante restent trop marginales pour affaiblir l'efficacité du vaccin. N'empêche que le risque est élevé car plus de 300 000 transformations du SARS-COV-2 ont été distribuées dans le globe.

« Nous sommes capables de délivrer un nouveau vaccin en six semaines », assure ainsi le dirigeant de BioNTech, le laboratoire allemand à l'origine ainsi que Pfizer du premier vaccin contre la Covid-19. La technique du vaccin à ARN messager a effectivement renouvelé l'industrie avec un développement en un temps record et une efficacité exceptée par rapport aux vaccins classiques.

Après avoir vécu la Covid-19 durant plus d'une année, on ne possède toujours pas d'un traitement efficace pour lutter contre l'épidémie pourtant plus de 2 300 tests cliniques sont en cours jusqu'à nos jours d'après le site Covid-nma.com débordé par Cochrane France. Aussi, les essais menés par L'OMS tel que l'essai « Solidarity » ainsi que « le fameux médicament miracle » de l'institut pasteur se sont révélés inutiles.

Le Régénérons, le cocktail d'anticorps qui a été recommandé à Donald Trump a indiqué une certaine efficacité pour les patients hospitalisés sous oxygène, ainsi, la voie de la vitamine D a été mise en avant.

« Il n'y aura pas de remède miracle », affirmait Thomas Cueni, début septembre, directeur général de l'IFPMA [Fédération internationale des producteurs et des organisations pharmaceutiques]. Il Ajoutait aussi : « Nous aurons besoin de différents traitements, destinés à différents types de groupes de patients et à différentes étapes de progression de la maladie ».

Plusieurs modèles épidémiologiques ou essais cliniques ont été développés dans le monde pour lutter contre la pandémie, mais toutes ces expérimentations ce sont révélés inopérantes.

« Le virus est avec nous pour toujours », anticipait Catherine Smallwood, responsable des situations d'urgence à l'OMS-Europe, en novembre dernier.<sup>7</sup>

On constate que le monde est affronté par deux hypothèses soit : une élimination du virus à travers la vaccination ou bien une immunisation collective ; ou encore un relâchement des mesures de riposte dû par les autorités ou un manque de respect des gestes barrières dans les populations qui va rendre le virus épidémique et durable.

## **Section 02. L'aspect économique de la Covid-19**

### **2.1. Croissance et marché du travail au niveau mondial**

La Covid-19 que nous vivons actuellement n'est pas seulement une crise sanitaire. Le confinement imposé dans le but de minimiser la propagation, a engendré une immense diminution dans l'activité économique au niveau mondial ; la Chine désormais la deuxième économie mondiale et le premier consommateur du pétrole a marqué une chute de 6.8 % du PIB au premier trimestre de 2020, les États-Unis pour sa part a marqué aussi une chute de 5.8 %.

La pandémie a paniqué le monde du travail, avec des effets graves sur l'emploi, le bien-être des travailleurs, leurs familles et les entreprises du monde, particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME) et les conséquences se varient d'un pays à l'autre. En mois de mai environ 94 % des travailleurs du monde vivaient dans des pays où des mesures de confinement étaient appliquées : fermeture des lieux de travail, réduction des heures de travaux...etc. Cependant 38 % de la main-d'œuvre (environ 1,25 milliards de travailleurs) est employée dans des secteurs très exposés.

Avec la baisse des prix des produits énergétiques, les économies avancées ont marqué une chute du taux annuel d'inflation en 2019, par contre elle est restée modérée pour les économies émergentes et en Afrique, sur le fond des politiques monétaires restrictives et du faible niveau des prix des produits pétroliers. La crise a aussi entraîné une forte réduction des échanges commerciaux, comparant aux années précédentes, ils ont enregistré une baisse de 1,5% du volume moyen des marchandises exportées au 2ème semestre 2019, suite à la guerre commerciale entre les USA et la Chine ces échanges ont varié de 4,6% ; 3% et 1,2% respectivement en 2017, 2018 et 2019, avec des grandes chances de demeurer ainsi dans les cinq prochaines années.

---

<sup>7</sup>Hollen E. (2021). Covid-19: encore un très dur chemin à parcourir, prévient l'OMS. Consultez le lien : <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-covid-19-encore-tres-dur-chemin-parcourir-previent-oms-84938/>

Pour l'Afrique, et malgré l'arrivée tardive de l'épidémie et le petit nombre de cas confirmés de la Covid-19 par rapport à d'autres pays du monde, cela ne veut pas dire quelle est hors danger, notamment les chocs économiques, La Commission économique pour l'Afrique (CEA) prévoit que le nouveau coup porté par le coronavirus à la croissance économique devrait passer de 3,2 % à 1,8 %. Selon la secrétaire exécutive de la CEA, « Vera Songwe », « l'interconnexion du continent avec les économies affectées de l'Union européenne, de la Chine et des États-Unis a eu des effets d'entraînement ». Les arriérés intérieurs en Afrique subsaharienne ont progressé ces dernières années jusqu'à avoisiner 3,3% du PIB en 2018, et concernent souvent les dépenses de biens et services, les transferts, les investissements et les traitements et salaires.

De manière générale, la plupart de pays dans le monde ont enregistré des taux de croissance en dessous des niveaux potentiels. <sup>8</sup>

## **2.2. L'offre et la demande en temps du Covid-19**

Sachant que la pandémie de la Covid-19 a été au début une crise sanitaire causant des pertes humaines qui s'est expliquée au fil du temps par une crise d'ordre économique après plusieurs mesures mises en place par les autorités politiques afin d'en limiter l'invasion. Dorénavant, l'économie mondiale subit un choc économique qui devrait être étudié pour obtenir des mesures qui conviennent.

Dans la sphère économique, on indique le choc d'offre et celui de la demande, que ça soit exogène ou endogène (intérieur ou extérieur) au système économique concerné. La modification de l'offre ou de la demande de biens et/ou services mène à un déséquilibre macroéconomique pouvant s'expliquer par l'inflation, le chômage, le déséquilibre extérieur, la dépréciation monétaire, le déficit budgétaire, la pauvreté, l'instabilité financière...etc.

Le choc d'offre contribue positivement ou négativement la production de biens ou services et incite de mettre en œuvre des politiques d'offre ou des politiques structurelles (politique d'emploi, commerciale...etc.) pour y faire face.

Tandis qu'un choc de la demande est de nature à influencer positivement ou négativement la demande (consommation) de biens ou services et nécessite pour y faire face des politiques conjoncturelles (politique monétaire, politique budgétaire) de relance Keynésienne.

Selon la théorie classique, l'offre ou la production est déterminée par la main d'œuvre et le capital qui constituent les facteurs de production. Pour les classiques, l'offre crée sa propre demande si la modification de la quantité produite ou de l'offre ne peut dépendre que d'un

---

<sup>8</sup>OIT (2020). La Covid-19 et le monde du travail, Impacts sectoriels réponses et recommandations . Consultez le lien : <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/lang-fr/index.htm>

changement dans l'un de facteurs de production. Aussi, puisque les forces du marché assurent l'équilibre, le déséquilibre n'est pas prévisible, sauf en cas de chômage volontaire ou d'intervention de l'Etat pour perturber les équilibres.

Par contre, pour les keynésiens, l'offre ou la production est fonction de la demande ainsi tout choc contribuant à réduire la consommation devrait se traduire par une baisse de la production. Pour ces auteurs, la grande dépression de 1930 était due à une insuffisance de la demande, l'offre étant plus élevée. L'intervention de l'Etat, par une politique des grands travaux (politique budgétaire), a aidé de sortir de cette dépression et à garder le monde dans une phase de croissance économique pendant environ 30 ans avant la crise pétrolière des années 70 (trente glorieuse).

Selon la théorie monétariste, la dépression trouve sa source dans les crises bancaires. Ils considèrent que par perte de confiance de leurs déposants, les banques subissent des retraits massifs des dépôts et sont amenées à vendre des actifs les plus liquides pour satisfaire les demandes de retrait, elles deviennent insolvables si la valeur de leurs actifs déduits des dépôts devient faible comparée à leurs fonds propres.

Par effet de contagion, puisque les banques sont liées entre elles par leur endettement mutuel, la faillite d'une banque peut entraîner celle des autres ce qui crée de la panique et conduit à des « ruées » collectives des déposants, ce qu'on appelle « le risque systémique », ce dernier peut entraîner la défaillance ou une crise du système bancaire (système de paiement bloqué, crise de liquidité, rationnement de crédit, non renouvellement d'anciens prêts, spéculations, etc.).

De même, il y a lieu de noter que le choc de la Covid-19 est autant monétaire que financier. « AlbulescuClaudiu » estime que : « La pandémie de la Covid-19 crée plus de peur et d'incertitude, touchant l'économie mondiale et amplifiant la volatilité sur les marchés financiers ». « Beck Thorsten » affirme que : « La récession qu'induit la pandémie de la Covid-19 dans le temps va poser des problèmes de solvabilité pour certaines firmes et ménages et exercer une pression sur le bilan des banques pouvant conduire à un accroissement des prêts improductifs et à des faillites des banques ». L'auteur estime que : « Si la crise persiste, les prêts improductifs pourraient augmenter dans le second semestre 2020 surtout pour les banques dont une part importante de portefeuille de crédit concerne les secteurs les plus touchés ».

Pour des économies dollarisées, la pandémie de la Covid-19 entraîne des pressions sur le marché des change du fait de la rareté des devises (réserves de change), avec la baisse des exportations et de flux de capitaux suite à la Covid-19 et les mesures de riposte prises dans

différents pays. L'existence de la pandémie va empêcher les agents économiques à honorer leurs engagements et à faire face aux charges fixes ce qui va conduire à des faillites et noyer l'économie mondiale dans la récession, il s'en suivra aussi la fermeture de plusieurs usines en Chine et dans le monde et par conséquent le développement de l'économie numérique (télétravail, vidéoconférences, bibliothèques ou enseignement en ligne,... etc.).<sup>9</sup>

### **2.3. Crise de la Covid-19 et crise financière de 2008, différences et complémentarités**

La crise économique provoquée par le coronavirus et son impact brutal sur la croissance et les marchés financiers, rappellent celle qui a plongé le monde dans la "grande récession" en 2008, mais la ressemblance est trompeuse. La pandémie de coronavirus continue de secouer le monde financier et de nombreux investisseurs ne peuvent s'empêcher de comparer la situation actuelle à la crise financière de 2008.<sup>10</sup>

La crise financière de 2008, dite crise des subprimes et des titres hypothécaires est une crise financière et bancaire, son apparition pour la première fois été aux Etats unis suite à la faillite de la banque d'investissements américaine Lehman Brothers. L'onde de choc de cet évènement n'a pas cessé de produire ses effets, elle a augmenté l'opacité sur les facteurs de fragilité bancaire globalement liés à l'évaluation de marché des titres de crédit. Les établissements bancaires, et, plus particulièrement les banques d'investissement ont enregistré de lourdes pertes sur les titres hypothécaires en conséquence de l'application du principe de leur évaluation comptable à la « juste valeur », autrement dit, en conformité avec les anticipations du marché et ce bien avant que les volumes significatifs de prêts baissent. <sup>11</sup>

La différence entre la crise de 2008 et la crise de Covid-19, réside clairement dans les secteurs touchés. Ainsi, le krach boursier de 2008 s'est principalement concentré sur les services financiers. A l'heure actuelle, les secteurs les plus touchés, en raison des mesures de distanciation physique imposées par les gouvernements du monde entier, sont les secteurs des voyages, des transports et des loisirs.

En 2008, les gouvernements et les banques centrales ont pu contribuer à relancer l'économie en abaissant les taux d'intérêt. A l'heure actuelle, les taux sont déjà bas, et les dirigeants et les banques du monde entier devront « avoir recours à d'autres mesures » pour faire avancer l'économie, commente Amber Sinha.

---

<sup>9</sup> KibalaKuma J. (2020), op.cit.

<sup>10</sup> Serais S. (2020). Crise de 2008 et choc économique du coronavirus : comparaison . Consultez le lien : [https://www.bfmtv.com/economie/international/crise-de-2008-et-choc-economique-du-coronavirus-comparaison\\_AN-202003150213.html](https://www.bfmtv.com/economie/international/crise-de-2008-et-choc-economique-du-coronavirus-comparaison_AN-202003150213.html)

<sup>11</sup> BEN HAMMOUDA Hakim, BERTHAUD Pierre, SANDRETTO René, SILEM Ahmed. (2010), *Banquiers et économistes face à la crise*, 1<sup>ère</sup> édition de Boeck, page 59 .Bruxelles 2010.

« Nous avons déjà vu beaucoup de mesures de relance, et beaucoup d'achats d'actifs effectués par les banques centrales, a-t-il déclaré. Mais la réduction des taux d'intérêt : cela ne nous aidera pas autant cette fois-ci que la dernière. »

Cependant, on peut aussi noter quelques similitudes entre la crise actuelle et celle de 2008, comme la dette.

« La dernière fois, c'était la dette dans le secteur des services financiers, la dette sur les bilans des consommateurs. Cette fois-ci, nous avons vu un système financier plus sain, un bilan des consommateurs plus sain. Mais il y a beaucoup de dettes dans les bilans des gouvernements et des entreprises, (...) et c'est quelque chose qui met vraiment la pression sur le système en cas de crise. », Affirme Amber Sinha.

Bien que nous en soyons encore aux premiers stades de la crise, certains points positifs émergent selon Amber Sinha, qui gère le Fonds d'actions européennes CIBC et le Fonds d'Asie-Pacifique CIBC. Il y a maintenant des « ventes forcées sur le marché » qui peuvent créer des opportunités pour les gestionnaires de portefeuilles qui recherchent des actions de bonne qualité à un bon prix.

« Qu'il s'agisse de portefeuilles d'entreprises qui doivent faire des appels de marge, ou qui doivent vendre des actions qu'elles ne vendraient pas autrement mais qu'elles doivent vendre pour d'autres raisons - maintien de la liquidité, maintien de la trésorerie - je pense que c'est le stade du marché où l'on voit en fait des actions de haute qualité se vendre autant que le marché, parfois même plus », note-t-il.

Certaines actions ont trop perdu de leur valeur, notamment dans le secteur de l'aviation, ce qui constitue une excellente opportunité pour les investisseurs impatientes, selon l'expert de CIBC.

« Essentiellement, l'économie est bloquée dans de grandes parties du monde, conclut-il. Si nous supposons que nous retournerons dans nos bureaux dans quelques mois, alors beaucoup de stocks qui ont subi des pressions finiront par revenir dans de bonnes conditions. » <sup>12</sup>

Ainsi, on peut constater qu'il existe de différences que de complémentarités entre la crise financière de 2008 et la crise sanitaire de la Covid-19.

---

<sup>12</sup>Finance et Investissement. (2020). Une comparaison entre la crise actuelle et celle de 2008 . Consultez le lien : <https://www.finance-investissement.com/nouvelles/actualites/une-comparaison-entre-la-crise-actuelle-et-celle-de-2008/>

## **Section 03. L'aspect financier de la Covid-19**

### **3.1. Effets de la Covid-19 sur le système financier et bancaire dans le monde**

La pandémie de la Covid-19 constitue un véritable défi pour le système financier notamment pour les marchés financiers. Durant la mi-février, tandis que les acteurs du marché avaient peur que la pandémie se transforme en épidémie mondiale, les cours des actions ont considérablement baissé par rapport aux niveaux élevés qu'ils avaient atteints.

A propos des marchés du crédit, les écarts de taux se sont disparus notamment dans les segments à risque, tels que : les obligations à rendement élevé, les prêts à effet de levier et la dette privé dont les émissions se sont totalement arrêtées. Les cours du pétrole avaient chuté en raison de l'abaissement de la demande mondiale, ainsi que le manque d'un accord entre les pays de l'OPEP+ sur des réductions de la production, ce qui a conduit à une certaine aversion au risque. Cette instabilité des marchés a engendrée une panique (ruée) environ les actifs de qualité et la rentabilité des obligations refuges a brutalement baissée.

Des variations des prix des actifs se sont apparues sur les principaux marchés de financement à court terme y compris sur le marché mondial du dollar, cette variation rappelle une dynamique constatée il y'a une dizaine d'années lors de la crise financière. En raison de cette volatilité accrue, la liquidité du marché s'est intensivement détériorée notamment sur les marchés perçus comme étant très actifs à titre d'exemple : le Marché du Trésor Américain, de plus les investisseurs endettés ont été mis sous pression, certains d'eux auraient été obligés de solder certaines de leurs positions afin de répondre à des appels de marge et de rééquilibrer leurs portefeuilles.

Dans les pays émergents, un bouleversement soudain des flux d'investissements de portefeuille s'est provoqué suite à la propagation de la Covid-19 dans le monde, ce qui a traduit des difficultés à gérer des flux d'investissements de portefeuilles volatils, ainsi les risques de cette volatilité sont capables de peser sur la stabilité financière. Une lente durée de faibles taux d'intérêts a poussé les prêteurs et les emprunteurs à prendre plus de risques. Les entrées d'investissements de portefeuille en masse sur des marchés d'actifs plus risqués ont contribuées à l'accumulation de la dette et peuvent même entraîner des hausses abusives dans certains cas.

D'après une étude au cours des périodes de flux excessifs, les flux obligataires semblent beaucoup plus sensibles que les flux d'actions à des telles conditions financières mondiales qu'en période normale, alors que les paramètres essentiels de l'économie nationale sont

capables de compter davantage sur les actions ainsi que les flux obligataires en monnaie locale. Cependant, une présence appréciable d'investisseurs étrangers sur les marchés obligataires en monnaie locale manquant de profondeur peut amplifier fortement la volatilité des rendements des obligations.

Depuis la crise financière mondiale, la rentabilité est le problème majeur des banques de plusieurs pays avancés. Les obstacles immédiats que subissent les banques en raison de la pandémie du Covid-19 est l'existence de faibles taux d'intérêts sur une longue période, ce qui risque d'influencer encore plus la rentabilité des banques à moyen terme. Une simulation parlant sur un groupe de neuf pays avancés déclare qu'une part intéressante (mesurée en actifs) concernant leurs secteurs bancaires pourrait ne pas être en situation de dégager des bénéfices supérieurs au coût de leurs fonds propres en 2025. 13

En Europe, les banques sont parmi les premiers acteurs à s'inquiéter de l'effet économique et financier de la pandémie. D'une part, les revenus des réseaux bancaires européens risquent fortement de subir des chutes sur plusieurs activités dont la banque de financement, la banque d'investissement et la gestion d'actifs. Ces banques sont affrontées à des problèmes opérationnels non évitables et éventuellement risqués. D'autre part, le marché des introductions est pratiquement fermé, aussi le marché secondaire sera forcément touché si les prix ne s'arrêtent de baisser sur une période prolongée, les banques reçoivent donc moins de commissions durant le premier trimestre 2020 et cela peut se prolonger jusqu'au cas actuel, cela dépend de la durée de la pandémie et les mesures barrières et de confinement associés»14.

Le soutien important ainsi que les mesures prises par les pouvoirs publics mondiaux ont assoupli les conditions financières mondiales et a aidé le système financier mondial à résister contre la pandémie de Covid-19, de plus, ce soutien a contribué dans un certain temps à maîtriser les risques afin d'aboutir à la stabilité financière. Néanmoins, ces actions sont susceptibles d'avoir des conséquences inattendues et imprévues telles que : des risques excessifs sur le marché, une survalorisation des actifs, une aggravation des facteurs de vulnérabilité financière, etc. Par conséquent, d'énormes difficultés attendent les pays émergents plus particulièrement les Etats-Unis, si une augmentation durable des taux entraîne

---

<sup>13</sup>Adrian T. et Natalucci F. (2020). Rapport sur la stabilité financière dans le monde . FMI, d'avril 2020. Consultez le lien : <https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2020/04/14/global-financial-stability-report-april-2020>

<sup>14</sup>Agence de notation Scope Ratings. (2020). Le Covid-19 représente une menace pour le secteur bancaire et l'économie européenne. Consultez le lien :<https://banque.meilleurtaux.com/comparateur-banque/actualites/2020-mars/covid-19-represente-une-menace-pour-secteur-bancaire-et-economie-europeenne.html>

une réapparition du risque et un durcissement des conditions financières surtout en l'absence de remèdes, cela pourrait engendrer des problèmes structurels.

Effectivement, c'était le cas. Les taux d'intérêts à long terme ont fortement augmenté notamment que les investisseurs ont confiance dans les perspectives. Une hausse progressive des taux d'intérêts à l'égard d'une amélioration des paramètres fondamentaux peut être une bonne initiative, cependant, une augmentation rapide et durable notamment des taux réels, risque de reproduire une reprise du risque sur les marchés et de traduire un brusque resserrement des conditions financières, de même, ce dernier pourrait avoir des conséquences sur la confiance et mettre la stabilité macro-finance en danger.

Une situation financière défavorable pourrait s'expliquer par des sorties massives d'investissements de portefeuilles et remettre en difficulté quelques pays émergents ou pré-émergents du fait de leurs grand besoin de financement cette année (2021). Selon une étude des services du FMI, les perspectives continuent de s'améliorer concernant les flux d'investissement de portefeuille grâce à l'assouplissement des conditions mondiales financières. Cependant, les pays qui représentent des moindres bons paramètres fondamentaux ou bien disposant d'un accès limité aux vaccins contre la pandémie sont considérés vulnérables.

La relation entre les émetteurs souverains et les banques s'est abaissée dans les pays émergents, les banques locales ayant absorbé le pesant des augmentations de la dette intérieure. Pour beaucoup de pays pré-émergents, l'accès au marché demeure compromis.

La Chine s'est levée plus rapidement comparant aux autres pays, mais au prix d'une accumulation plus vigoureuse de facteurs de vulnérabilité, notamment le secteur des entreprises qui s'endetté d'une manière risquée. Les conditions financières risquent de devenir moins favorable car le monde est menacé par un affaiblissement des politiques publiques et s'attend à de nouvelles mesures imposant une grande influence aux banques.

Puisque l'incertitude s'accroît les garantis sont implicites. Les circonstances de financement des instruments de capital se sont resserrées auprès des banques plus petites et plus fragiles.

Au début de la pandémie, les banques possédaient des volants élevés de fonds propres et de liquidités, cela grâce aux réformes ajoutées à la réglementation après la crise financière de 2008, elles résistent jusqu'ici, mais reste à vérifier dans quelles mesures elles continueront d'octroyer du crédit durant la phase de reprise. Si l'augmentation des prêts, notamment aux entreprises a ralenti dans certains pays, la demande de crédit devrait se renforcer une fois

prendre la reprise, cependant, dans la majorité des pays les chargés de prêts ne s'endettent pas à un relâchement des normes d'octroi de prêts.

L'abandon progressif des mesures de soutien pourrait avoir des répercussions considérables sur certaines banques, probablement sur leur propension au prêt. En effet, il est possible que l'incertitude concernant les pertes de crédit et les minables perspectives de rentabilité éloignent la majorité des banques d'abaisser fortement leurs volants de fonds propres pour soutenir la reprise. De telles contraintes pourraient se montrer particulièrement préoccupantes pour les entreprises n'ayant que peu de possibilités de financement parce qu'elles sont plus dépendantes du crédit bancaire.<sup>15</sup>

### **3.2. Mesures financières et économiques prises contre la Covid-19**

Au niveau mondial, afin de préserver la stabilité du système financier ainsi que de soutenir l'économie, les banques centrales ont été les premières à lutter contre la pandémie. En premier lieu, elles ont assoupli leur politique monétaire en abaissant leurs taux directeurs, pour le cas des pays avancés à un niveau historiquement bas. Les banques centrales ont fait de même pour la moitié des pays émergents et des pays à faible revenu. Les effets de ces baisses des taux seront intensifiés par les cadrages envisagés du parcours attendu de la politique monétaire et l'élargissement des programmes d'achat d'actifs des banques centrales.

En deuxième lieu, les banques centrales ont apporté des liquidités supplémentaires au système financier, y compris au moyen d'opérations d'open market.

En troisième lieu, de nombreuses banques centrales ont accepté d'augmenter l'apport de liquidités en dollars au moyen d'accords de swap.

Enfin, elles ont rétabli des mécanismes qui ont servi durant la crise financière mondiale. De plus, elles ont lancé une série de programmes généraux dont l'achat d'actifs plus risqués tels que les obligations d'entreprise. En prenant le rôle d'acheteur en dernier ressort sur ces marchés et en intervenant à maîtriser les pressions à la hausse du coût du crédit, les banques centrales prennent garde à ce que les ménages et les entreprises continuent d'avoir accès au crédit à un prix convenable.

---

<sup>15</sup>Adrian T. et Natalucci F. (2021), « Rapport sur la stabilité financière dans le monde », FMI, édition d'avril 2021. Consultez le lien : <https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2021/04/06/global-financial-stability-report-april-2021>

Actuellement, les banques centrales ont déclaré leur intention d'augmenter leur apport de liquidités, comprenant sous forme de crédits et d'achat d'actifs, d'au moins 6000 milliards de dollars ainsi elles se disent prêtes à en faire davantage si les circonstances l'exigent.<sup>16</sup>

Le capital et la liquidité des réserves courantes des banques devraient être utilisés pour absorber les pertes et les pressions de financement. Si l'impact est important ou à long terme et que l'adéquation des fonds propres des banques est affecté, les autorités de contrôle devraient prendre des mesures ciblées, en particulier, les banques devraient fournir des plans de recouvrement de capital fiables.

Les autorités peuvent également être tenues de fournir un appui budgétaire (sous forme de subventions directs ou d'exonérations fiscales) pour aider les emprunteurs à rembourser leurs prêts et à financer leurs opérations, ou à fournir des garanties de crédit aux banques. Les autorités de contrôle devraient également encourager les banques à négocier de manière prudente, des ajustements temporaires des conditions de leurs prêts aux entreprises et aux ménages qui peinent à rembourser leurs dettes.

Les mesures prises par les autorités doivent réaliser un équilibre entre la préservation de la stabilité financière et le soutien des activités économiques.

Les autorités de réglementation devraient encourager les gestionnaires d'actifs à utiliser complètement les outils de liquidité à leur disposition lorsque cela sert les intérêts du porteur, afin de gérer avec prudence les risques de liquidité liés aux sorties massives de capitaux.

La résistance (dureté) du marché devrait être favorisée par des mesures correctement calibrées, clairement définies et bien communiquées, à titre d'exemple : les coupe-circuits.

De nombreux pays émergents sont auparavant confrontés à des marchés volatils et doivent gérer ces troubles à l'aide de la flexibilité de leur taux de change si possible. Les pays qui disposent de réserves convenables, les interventions sur les marchés des changes peuvent faire équilibrer au manque de liquidité du marché et par conséquent contribuer à réduire une volatilité excessive. Cependant, les interventions ne doivent pas empêcher les ajustements nécessaires du taux de change.

Dans une situation d'une crise imminente, les mesures de gestion des flux des capitaux pourraient faire partie d'un ensemble plus large de mesures mais elles ne remplaceront pas un ajustement macroéconomique qui s'impose.

---

<sup>16</sup>Adrian T. et Natalucci F. (2020), « La crise de la Covid-19 menace la stabilité financière », FMI, 2020. Consultez le lien : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/14/blog-gfsr-covid-19-crisis-poses-threat-to-financial-stability>

Les gestionnaires de la dette souveraine devraient se préparer aux perturbations du financement à long terme en élaborant des plans d'urgence pour faire face à un accès restreint au financement extérieur.

La coopération multilatérale est essentielle pour atténuer le choc du Covid-19 et limiter les dommages causés à l'économie mondiale et au système financier. Les pays connaissant à la fois une crise sanitaire et un choc de financement externe (par exemple : les pays qui dépendent de financement externe ou les exportateurs de matières premières confrontés à la baisse des prix de ces produits) pourraient avoir besoin d'une aide bilatérale ou d'une approche multilatérale supplémentaire afin que les dépenses de santé ne nuisent pas durant cette période d'ajustement difficile. La directrice générale du FMI ainsi que le président de la banque mondiale ont appelé les créanciers bilatéraux officiels à suspendre le remboursement de la dette des pays inférieurs à la limite opérationnelle de l'Association internationale de développement qui demandent un délai de grâce pour faire face à l'épidémie. Le FMI qui détient 1 000 milliards de dollars de ressources, soutient activement les pays membres. <sup>17</sup>

### **3.3. Perspectives de l'économie mondiale**

Les perspectives mondiales demeurent incertaines malgré un an de l'apparition de la pandémie. Les nouvelles mutations du virus et le bilan humain croissant sont préoccupants, alors même que les campagnes de vaccination progressent, l'esprit de confiance augmente. La reprise économique varie d'un pays à l'autre et d'un secteur à l'autre, en fonction des perturbations engendrées par la pandémie et de l'ampleur des réponses politiques. Les perspectives dépendent non seulement de l'avenue de la course entre le virus et les vaccins, mais aussi de la performance des mesures économiques mises en place dans une situation de forte incertitude qui pourrait limiter les effets de cette crise sans précédent.

La croissance mondiale devrait se stabiliser à 6% en 2021, puis ralentir à 4.4% en 2022. Les prévisions 2021 et 2022 sont plus pertinentes que dans l'édition d'octobre 2020 des PEM.

L'ajustement à la hausse s'explique par l'adoption de nouvelles mesures d'appui budgétaire dans quelques grands pays, par les attentes d'une reprise tirée par la vaccination au second semestre 2020 et la poursuite de l'ajustement de l'activité économique à la mobilité.

Ces prévisions restent très incertaines, notamment en ce qui concerne l'évolution de l'épidémie, l'efficacité des mesures prises par les autorités pour assurer un retour à la normalité grâce à la vaccination et l'amélioration des conditions financières.

---

<sup>17</sup>Adrian T. et Natalucci F. (2020). op.cit.

Aux États-Unis, la campagne de vaccination rapide ainsi que l'adoption d'un plan de relance budgétaire de 1 900 milliards de dollars ont renforcé la reprise économique attendue. Selon les attentes, les taux d'intérêts aux États-Unis ont augmenté d'une manière rapide, et le rendement des bons du trésor à 10 ans passant de moins de 1% en début d'année à plus de 1,75 % à la mi-mars. L'essor de ce système s'est produit au Royaume-Uni. En janvier et février les taux d'intérêt ont également augmenté dans la zone euro et au Japon, avant que les banques centrales n'assouplissent leur politique monétaire.

Les pays émergents et en développement voient avec inquiétude les taux d'intérêts élevés. La plupart sont confrontés à une reprise économique plus lente que dans les pays développés en raison de délais de livraison des vaccins plus longs et de moins de possibilité de relance budgétaire. Désormais, les entrées de capitaux vers les pays émergents semblent cesser. On craint une répétition de l'épisode de volatilité de 2013, lorsque les signes d'une baisse progressive et prématurée des achats d'obligations américaines ont déclenché une vague de sorties de capitaux des pays émergents.

#### **Entre actions et effets :**

Lorsque les bonnes nouvelles concernant l'emploi ou les vaccins Covid-19 aux États-Unis sont à blâmer, la plupart des pays émergents voient des afflux de portefeuille plus importants et de moindres écarts de taux sur la dette libellée en dollars. Les bonnes nouvelles économiques des pays développés pourraient s'expliquer par une croissance des exportations des pays émergents, et une reprise de l'activité économique conduira actuellement à une hausse des taux d'intérêt domestiques. En général, les effets sur un pays émergent ordinaire sont très favorables. Cependant, les pays qui exportent moins vers les États-Unis tout en s'appuyant davantage sur les emprunts extérieurs pourraient ressentir la pression du marché financier.

Lorsque c'est l'annonce d'une forte inflation aux États-Unis qui fait monter les taux d'intérêts américains, c'est généralement aussi approprié pour les pays émergents. En général, les taux d'intérêt, les taux de change et les flux de capitaux ne sont pas affectés, peut-être parce que les évolutions soudaines de l'inflation observées dans le passé reflètent un mélange de bonnes nouvelles économiques, telles qu'une plus grande propension à dépenser ; la mauvaise nouvelle est la hausse des coûts de production.

En revanche, lorsque les hausses de taux d'intérêt dans les pays développés sont motivées par des anticipations d'intervention des banques centrales plus restrictives, cela peut nuire aux pays émergents. Chaque hausse d'un point de pourcentage des taux d'intérêt américains résultant d'une « mesure surprise de politique monétaire » a tendance à se traduire

immédiatement par une hausse des taux d'intérêt à long terme d'un tiers de point de pourcentage dans la moyenne d'un pays émergent, soit deux des tiers de point de pourcentage dans un pays émergent noté crédit spéculatif (intérieur). Toutes choses égales par ailleurs, les investissements de portefeuille laissent les marchés émergents et les devises de ces marchés se déprécier par rapport au dollar américain. La principale différence entre des taux d'intérêts plus élevés induits par de bonnes nouvelles économiques est que « la prime de terme » (à savoir la compensation des risques associés à la dette à long terme) augmente aux États-Unis en cas de mesure brutale de politique monétaire restrictive et avec elle les écarts des taux sur la dette libellée en dollar des pays émergents.

### **Les bonnes nouvelles de perspectives :**

En réalité, c'est une combinaison d'un ensemble d'actions, citées préalablement, qui fait grimper les taux d'intérêts sur les principaux marchés financiers. "Jusqu'à présent « les bonnes nouvelles » concernant les perspectives économiques ont été le principal moteur de l'attractivité aux investisseurs"<sup>18</sup>. Les perspectives d'activité économique dans certains pays émergents ont été positives entre janvier et mars, ce qui peut expliquer en partie la hausse des taux d'intérêt et la hausse des entrées de capitaux en janvier. La hausse des taux d'intérêt qui en a résulté a généralement été cohérente, les marchés se portant bien. Malgré la hausse des taux d'intérêts à long terme aux États-Unis, les taux d'intérêt à court terme sont restés proches de zéro. Les cours des actions restent élevés et les taux d'intérêt des obligations d'entreprise et des marchés émergents libellés en dollars ne sont pas différents de ceux des bons du Trésor américain.

De plus, les anticipations d'inflation du marché semblent se maintenir autour de l'objectif à long terme de la FED de 2% par an, et si elle se maintient à ce niveau, cela pourrait contribuer à endiguer la hausse des taux d'intérêt américains. Une partie de la hausse de ces taux était due aux anticipations des investisseurs d'un retour à la normale de l'inflation aux États-Unis.

## **Conclusion**

Durant ce chapitre, on peut dire que l'économie mondiale, qui est face à un avenir incertain, doit agir et être plus prudente en appliquant toujours les mesures barrières. Il est aussi nécessaire de mettre en œuvre un ensemble de dispositifs économiques et financiers notamment pour soutenir l'activité économique, financière et sanitaire des pays en développement afin de les protéger contre d'éventuels chocs. Sur le plan financier, les pays

---

<sup>18</sup> FMI (2021), "perspectives de l'économie mondiale", avril 2021.

qui disposent d'un système financier plus ouvert aux investisseurs ont subi les effets de la pandémie à travers les sorties massifs des capitaux et plusieurs enjeux sont apparus :

L'essentiel de la hausse des taux d'intérêt aux États-Unis est dû à des primes d'assurance temporaires plus élevées, qui pourrait refléter l'incertitude des investisseurs quant à l'inflation et au rythme des futures émissions de titres de créance et d'achat d'obligations de la banque centrale. Les sorties de capitaux des pays émergents survenues en février et début mars ont laissé place à des sorties de capitaux au cours de la troisième semaine de mars, mais elles sont restées volatiles. Il est également difficile de déterminer si les quantités importantes de titres du Trésor que les états unis devraient émettre cette année pourraient remplacer les emprunts de certains pays émergents.

La situation est donc fragile, les taux d'intérêt dans les pays développés sont encore bas et pourraient encore augmenter. Le sentiment des investisseurs pourrait se détériorer envers les pays émergents. Pour éviter l'apparition de ce phénomène, les banques centrales des pays développés peuvent apporter leur aide par une communication claire et transparente sur les futures politiques monétaires à envisager selon différents scénarios. Les indications de la FED sur ses conditions préalables à une hausse des taux directeurs en sont un bon exemple. Alors que la reprise se poursuit, il sera utile de fournir plus d'indications sur les scénarios futurs possibles, car le nouveau cadre de politique monétaire de la FED n'a pas été testé et les acteurs du marché n'ont pas été testés.

Les pays émergents ne pourront continuer à soutenir l'activité que si leur inflation se stabilise. Par exemple, les banques centrales de Turquie, de Russie et du Brésil ont relevé leurs taux d'intérêt en mars pour maîtriser l'inflation, tandis qu'au Mexique, aux philippines et en Thaïlande, elles les ont maintenus.<sup>19</sup>

---

<sup>19</sup>Adrian. T, Natalucci. F. (2021). Reprise : Des situations divergentes à gérer », FMI mars (2021). Consultez le lien : <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/03/23/world-economic-outlook-april-2021>

## **CHAPITRE 02**

# **Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

### **Introduction**

A l'instar des autres pays, l'Algérie n'a pas échappé à cette pandémie de Covid-19. Il ne s'agit pas seulement d'une crise sanitaire, mais de toute une crise conjoncturelle et structurelle de l'économie du pays. "La pandémie de Covid-19 a frappé l'Algérie au moment de la formation d'un nouveau gouvernement chargé de conduire des réformes politiques et économiques, et de rééquilibrer les finances publiques"<sup>20</sup>. En s'intéressant sur le secteur bancaire, lui non plus n'a pas été épargné par cette crise sanitaire. Au contraire, il subit un manque flagrant de liquidité, notamment les banques publiques où elles sont considérablement diminuées au cours du premier semestre de 2020, ainsi cette baisse s'est accompagnée par une diminution des revenus des hydrocarbures.

Dans ce chapitre, nous allons développer l'impact de la pandémie sur l'économie et le système financier d'une manière particulière en Algérie. Notre chapitre est subdivisé en trois sections.

Dans la première section nous présenterons l'aspect sanitaire de la Covid-19, sa propagation dans le pays ainsi que les mesures sanitaires prises à ce stade.

La deuxième section traitera l'aspect économique de la pandémie dont on analysera la crise sanitaire mais aussi l'effondrement simultané des prix du pétrole. Autrement dit, nous traiterons l'impact du double choc sur l'économie, le marché du travail et les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la propagation de la pandémie.

La troisième section se focalisera sur l'aspect financier de la pandémie avant et durant la crise sanitaire. Nous évoquerons également les différentes mesures financières prises par le gouvernement.

### **Section 01. L'aspect sanitaire de la Covid-19 en Algérie**

#### **1.1. Propagation de la Covid-19 en Algérie**

L'épidémie de Covid-19 s'est subitement propagée dans le pays. Le premier cas détecté en Algérie remonte au 25 février 2020 concernait un résident italien à Hassi Messaoud dans la wilaya d'Ouargla. A la date du 2 mars 2020, deux autres cas étaient confirmés, il s'agit de deux citoyens algériens résidants en France séjournés en Algérie. De nouveaux cas ont été

---

<sup>20</sup> Bnque Mondiale (2020). Traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles : L'Algérie face à la pandémie de Covid-19 ». WORLD BANK GROUP Washington, DC 20433. Consultez le lien: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>.

## CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien

suivis par la suite, un foyer a été détecté dans la wilaya de Blida, le premier décès fut le 12 mars 2020.

Durant la première vague de l'épidémie, le nombre des nouveaux cas confirmés par jour a atteint 675 le 24 juillet 2020. Suite à une détente en août et en septembre, le nombre de nouveaux cas détectés est retourné à la hausse en octobre. Le 22 décembre 2020, le pays atteint un total de 96 069 cas confirmés et 2 687 décès. Les cas confirmés sont absolument sous- estimés par rapport aux cas réels du fait que le nombre des tests disponibles est limité.<sup>21</sup>

La première campagne de vaccination qui s'est lancée en Algérie était le 30 janvier 2021. La vaccination a eu lieu à Blida, car c'était la wilaya la plus contaminée dans le pays.

« Spoutnik-V » (russe) était le premier vaccin utilisé davantage, suivant après d'autres vaccins recommandés par l'Etat, qui sont : Astra Zeneca (anglo-suédois) et SinoPharm (chinois) dont l'utilisation de ces derniers est tardive comparativement au vaccin russe. Ainsi, les effets indésirables de ces vaccins sont minimes et pas dangereux. N'empêche de dire, qu'on est dans l'absence d'un traitement efficace jusqu'à nos jours.<sup>22</sup>

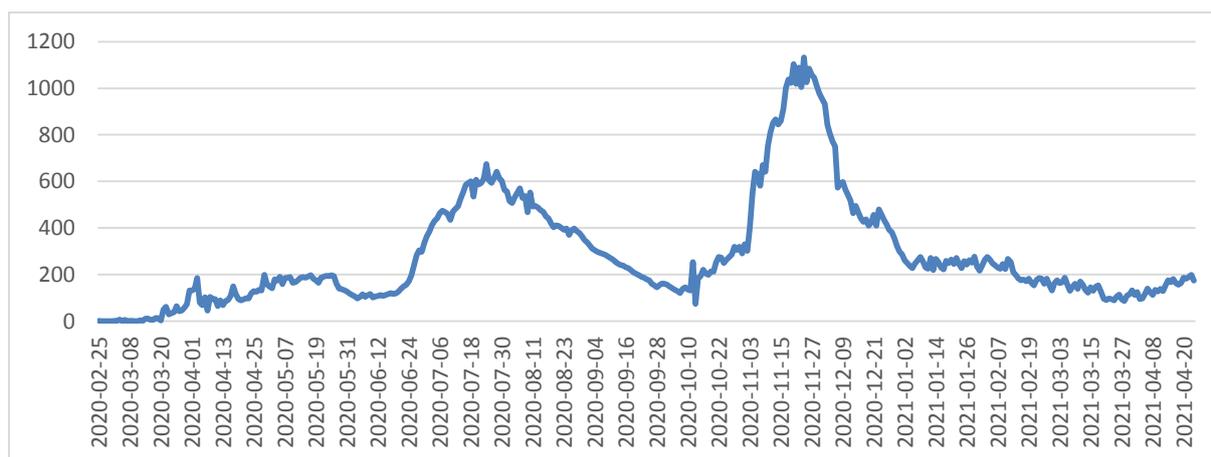


Figure 01 : Représentation graphique de l'évolution quotidienne des nouveaux cas (25 février 2020 – 24 avril 2021)

Source: « Algeria: Coronavirus Pandemic Country profile ». (2021), revue coronavirus by country. 02/07/2021. Consultez le lien : <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/algeria>

### 1.2. Les mesures sanitaires prises par le gouvernement algérien

Afin de limiter la propagation du virus en Algérie, le gouvernement, depuis le début de la pandémie, a imposé des mesures de confinement strictes aux particuliers et aux entreprises.

<sup>21</sup>NGUESSAN Bla F et al. Rapport de situation sur l'épidémie du Covid-19 en Algérie. OMS Algérie. Consultez le lien : <https://reliefweb.int/report/algeria/algerie-rapport-de-situation-sur-lepidemie-du-covid-19-424-du-26-mai-2021>

<sup>22</sup>APS (2021) .Les effets indésirables sont minimes et pas dangereux. Algérie presse service du 14/04/2021. Consultez le lien : <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/120589-vaccins-anti-covid-19-les-effets-indesirables-sont-minimes-et-pas-dangereux>

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

Cela comprenait l'annulation des vols et l'imposition d'une quarantaine aux algériens de retour, ainsi que la fermeture d'écoles, d'universités, de restaurants et de magasins. L'État a également commandé l'abolition de tous les événements publics et privés, comprenant les manifestations et les activités religieuses, ainsi que la suspension des services de transport public.

Par ailleurs, la moitié des fonctionnaires et des travailleurs du secteur public économique ont bénéficié d'un congé obligatoire tout en maintenant leur salaire. Depuis le printemps, le gouvernement a imposé un couvre-feu plus ou moins strict aux wilayas. Il a également restreint les exportations de biens stratégiques, tels que les produits alimentaires, médicaux et de santé, dans le but d'améliorer l'état de préparation du pays.

La réaction politique du gouvernement à cette pandémie a été rapide. Le gouvernement a alloué 3,7 milliards de dinars (473,6 millions de dollars) au secteur de la santé pour l'équipement médical, 16,5 milliards de dinars (128,9 millions de dollars) au titre des primes aux salariés et 8,9 milliards de dinars (69,5 millions de dollars) pour son développement.

De grandes quantités de produits et d'équipements sanitaires ont été importées, avec des procédures d'importation simplifiées pour faciliter le commerce. Des hôpitaux locaux ont été créés et des entreprises d'État ont été reprises pour soutenir l'effort national. Ainsi Getex, acteur de l'industrie textile, a été sollicité pour fabriquer les masques ; Saïdal est une société pharmaceutique qui produit un désinfectant pour les mains ; et ENIE, un fabricant d'électronique, pour produire des respirateurs. Une aide en nature (eau et nourriture) a aussi été distribuée à 600 000 familles touchées par l'épidémie.

Les efforts du gouvernement ont été complétés par un don par la chine de masques chirurgicaux, de respirateurs artificiels et de tests, et le déploiement d'équipes médicales chinoises pour aider l'Algérie à lutter contre l'épidémie.<sup>23</sup>

### **Section 02. L'aspect économique de la Covid-19 en Algérie**

#### **2.1. La Covid-19 et l'effondrement simultané des prix des hydrocarbures**

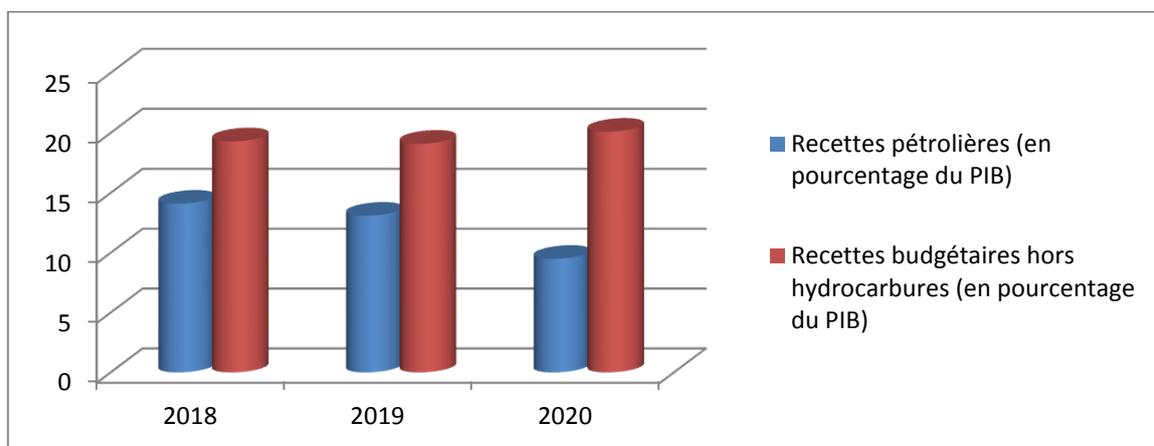
En 2019, la croissance de l'économie algérienne a ralenti pour une cinquième année successive, dans un environnement de mobilisation sociale et de transition politique prolongées. Le ralentissement structurel de l'industrie des hydrocarbures a duré, avec une modeste collaboration du segment hors hydrocarbures à la croissance de l'économie. Le

---

<sup>23</sup>Banque mondiale. (2020), « Traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles. op.cit.

## CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien

déficit budgétaire global du gouvernement algérien s'est creusé, allant de 6,8 % du PIB en 2018 à 9, % en 2019, en raison de la baisse des recettes des hydrocarbures et de l'augmentation de l'investissement public. La situation peut se résumer comme suit :



**Figure 01 : Représentation graphique des recettes pétrolières et recettes budgétaires hors hydrocarbures en Algérie.**

**Source :** Algérie note de conjoncture. (2020), « Traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles : L'Algérie face à la pandémie de Covid-19 ». « Tableau des indicateurs économiques ». WORLD BANK GROUP 1818 H Street, NV, Washington, DC 20433.

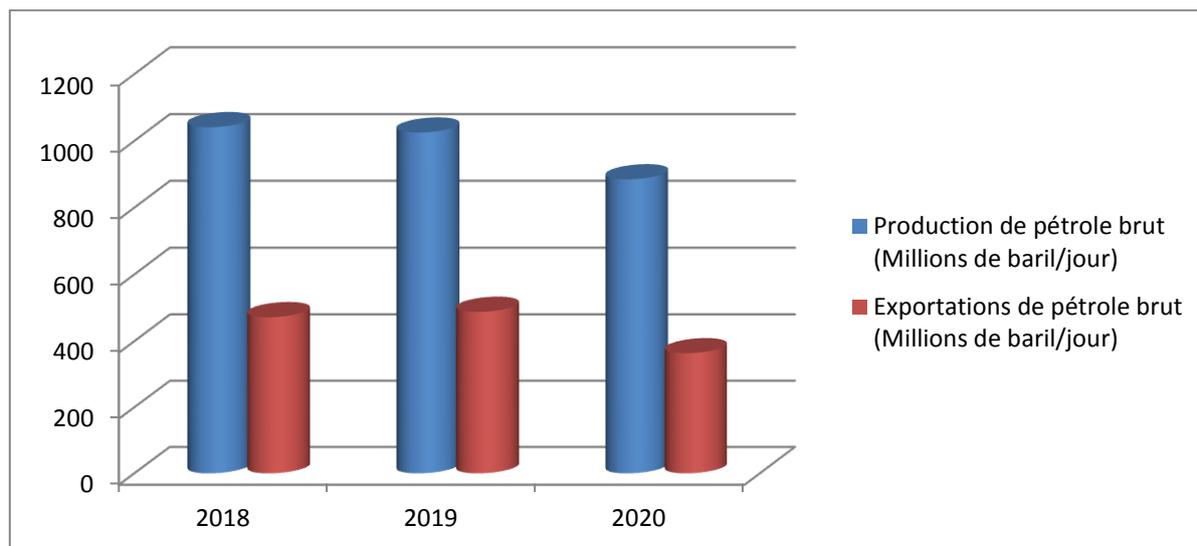
Consultez le lien: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>

Les cours internationaux du pétrole ont fortement chuté à la fin du mois de février 2020, du moment que la pandémie de Covid-19 frappait le monde. Les prix du Sahara Blend ont chuté de 50,9 dollars EU/baril en février 2020 à 17,9 dollars EU/baril en mars 2020, engendrés d'une part, par la baisse cruelle de la demande pétrolière chinoise (qui représente 14 % de la demande mondiale totale) et par l'excédent d'offre qui en a résulté, d'autre part, par un manque d'accord entre les membres de l'OPEP+ sur les baisses de production.

Lors d'une réunion de l'OPEP+ tenue en avril 2020, les pays membres ont décidé de réduire la production jusqu'à la fin de 2020. L'Algérie s'est engagée à diminuer sa production de pétrole de 200 milliers de barils par jour, ce qui s'est appliqué entre janvier et novembre 2020 par une réduction de 11,9 % sur une base annuelle. <sup>24</sup>

<sup>24</sup> World Bank (2020). Op. cit.

## CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien



**Figure 02 : Représentation graphique de production et des exportations de pétrole**

**Source :** Algérie note de conjoncture. (2020), « Traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles : L'Algérie face à la pandémie de Covid-19 ». « Tableau des indicateurs économiques ». WORLD BANK GROUP 1818 H Street, NV, Washington, DC 20433.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>

La pandémie de Covid-19 et l'effondrement simultané des prix du pétrole ont affecté l'environnement macroéconomique vulnérable de l'Algérie, mettant les nouvelles autorités en proie à une crise multiforme. Si l'adoption rapide de mesures de confinement a permis de ralentir l'épidémie, elle a également entravé l'activité. La forte baisse des prix et de la demande d'hydrocarbures dans le monde a accru les difficultés rencontrées par ce secteur, ce qui a conduit à une baisse de la rente des hydrocarbures. Par conséquent, une action rapide est plus que jamais nécessaire pour réduire le double déficit et adopter des réformes structurelles propices à une croissance tirée par le secteur privé.

En 2019, la mobilisation sociale et la transition politique prolongées ont accru l'incertitude économique et freiné l'activité. La consommation ainsi que l'investissement ont ralenti, quoique de manière significative. Dans le même temps, la croissance a été modérée dans la construction, l'agriculture et les services commerciaux. Alors que, la croissance du PIB hors hydrocarbures a ralenti à 2,4 %, la croissance du PIB des hydrocarbures a ralenti à 4,9 %. Une nouvelle loi sur les hydrocarbures a été votée qui offre de meilleures conditions aux investisseurs dans le but de relancer l'investissement. Entre-temps les restrictions à l'investissement étranger dans les secteurs non stratégiques ont été levées. Le déficit du compte courant s'est stabilisé car les importations ont suivi une baisse des dépenses

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

intérieures et des politiques d'importation restrictives, compensant l'impact de la baisse des prix des hydrocarbures.

En 2020, les mesures de confinement ont réduit les composantes de la demande globale, et l'impact de l'incertitude économique pourrait persister. Les déficits extérieurs et budgétaires vont augmenter, la baisse des recettes des hydrocarbures n'étant compensée qu'en partie par la baisse des importations et des investissements publics, respectivement, et la dépréciation de la monnaie. L'inflation devrait rester modérée jusqu'à ce que la demande commence à se redresser. Une reprise partielle est possible en 2021 et 2022 en cas de reprise partielle de la demande, de la production et des exportations d'hydrocarbures, et dans le cas où un ensemble de réformes structurelles est mis en œuvre pour restaurer la confiance et encourager l'investissement privé.<sup>25</sup>

Les pressions inflationnistes sur l'économie sont encore contenues pour l'instant, avec des tendances divergentes entre les paniers alimentaires et non alimentaires de l'IPC national.

L'IPC a progressé au rythme annuel de 2 % sur les dix premiers mois de 2020 en glissement annuel, malgré le programme de financement non conventionnel mené entre septembre 2017 et mars 2019, qui a injecté 4,726 milliards de dinars dans l'économie. Cependant, les paniers alimentaires et non alimentaires de l'IPC ont montré des tendances divergentes. Le premier a progressé de 0,3 % au cours des dix premiers mois de 2020 sur une base annuelle, dans un contexte de contrôle des prix des produits alimentaires de base et d'efforts du gouvernement pour freiner la hausse des prix des produits frais. Le second a progressé de 3,3 % sur la même période.<sup>26</sup>

---

<sup>25</sup> BM (2020). Algérie : rapport de suivi de la situation économique». (2020), Banque mondiale Algérie. 19/10/2020. Consultez le lien : <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-october-2020>.

<sup>26</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>.

## CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien

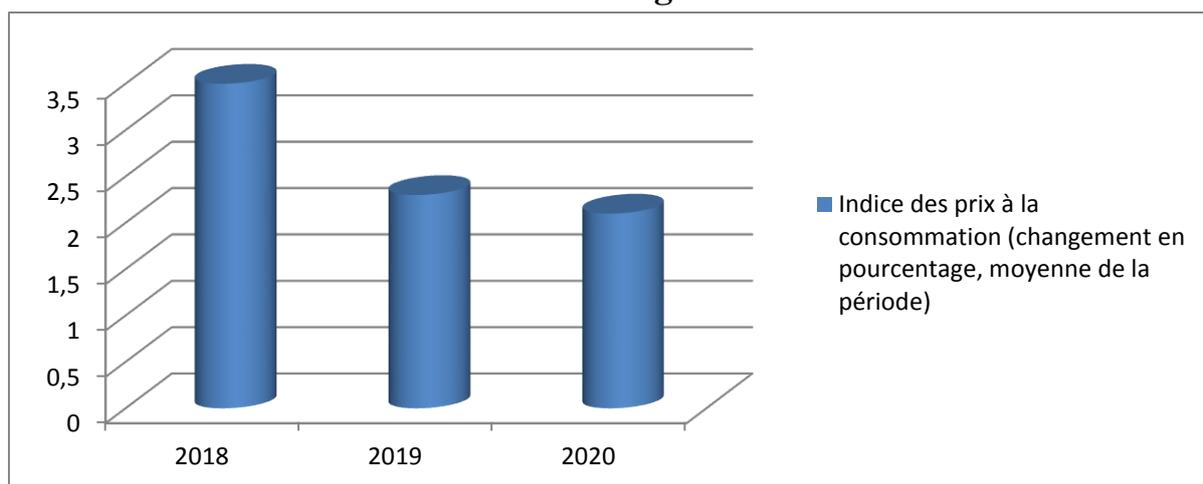


Figure 03 : Représentation graphique de l'indice des prix à la consommation en Algérie.

Source : Banque mondiale (2020). Traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles : L'Algérie face à la pandémie de Covid-19. Tableau des indicateurs économiques ».WORLD BANK GROUP Washington, DC.

### 2.2. La croissance et le marché du travail

Au bout du premier trimestre de 2020, les dépenses de consommation ont augmenté de 1,2 % contre 2,4 % au premier trimestre de 2019, suivies par une croissance de 0,8 % de la consommation privée et une contraction de la consommation publique de 2 %. Les dépenses d'investissement ont montré une forte contraction de 5 % sur une base annuelle au premier trimestre de 2020. Les exportations ont dégradé de 11,8 % en glissement annuel au premier trimestre de 2020, engendrées par l'abaissement de 14,5 % des exportations d'hydrocarbures. A cause du durcissement des restrictions à l'importation et de la réduction de la demande de machines et d'équipement, Les importations se sont contractées de 16,3 %. Concernant la production, tous les secteurs de l'économie ont marqué une modération ou une contraction au premier trimestre de 2020 avec des baisses considérables sur une base annuelle dans le secteur des hydrocarbures de -13,4 %, les transports et les communications -4,8 %, le commerce -1,5 %, les hôtels, cafés et restaurants -2,7 %, les services aux ménages -1,8 %, et l'administration publique -2,9 %. Ces secteurs sont les plus touchés par la Covid-19 en raison des mesures de confinement et de l'augmentation de l'épargne de précaution en période d'inquiétude économique, de baisse des recettes du tourisme international et des envois de fonds.<sup>27</sup>

Dans un pays déjà affaiblit par la chute des hydrocarbures depuis juin 2014, l'impact du coronavirus s'explique par une récession économique. Une enquête menée par le ministre du travail a révélé l'impact significatif de la pandémie sur le marché de l'emploi, les données montrent qu'environ 334 000 algériens ont enregistré une baisse de leur nombre d'heures de

<sup>27</sup> World Bank. (2020), op. cit.

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

travail, environ 200 000 travailleurs sont retrouvés sans ressources, 50 000 autres ont perdu définitivement ou provisoirement leurs postes d'emploi, et près de 180 000 salariés ont subi un retard dans le versement de leurs salaires.

La pandémie a certainement détruit beaucoup d'autres économies, des postes d'emplois fragiles y compris presque les nouvelles embauches. Les aides financières proposées par le gouvernement sont insuffisantes et ne peuvent pas éviter la disparition de milliers de petites entreprises qui étaient constamment alimentées par une dépense publique immense permise par les revenus pétroliers des années 2000-2019. La soudaine paralysie économique due au confinement a fragilisé terriblement les entreprises déjà en difficultés de trésorerie. Les petites entreprises ont soudainement vu leurs dépenses augmenter et leurs chiffres d'affaires baisser intensivement. Dans une étude faite en mois d'avril 2020, le cabinet de conseils business academy evindecia a déclaré que les PME-TPE étaient les plus touchées par la crise sanitaire, car 2% de ces entreprises ont expulsé au moins la moitié de leurs salariés et marqué une réduction de 60% de leur chiffre d'affaires. « Think tank nabni » estime, dans une récente recherche, qu'en plus de l'annulation de commandes antérieures, les PME ont enregistré une baisse de 30 à 70 % sur la demande de leurs produits selon les secteurs.<sup>28</sup>

Le travail à distance ou bien ce qu'on appelle le télétravail est devenu la norme dans de nombreuses villes du monde en raison des risques associés à la pandémie de Covid-19. Certains pays en ont même fait une ressource économique en offrant aux télétravailleurs qui le souhaitent, des visas spéciaux et des résidences pour rester dans le pays tout en télétravaillant dans leur pays d'origine. Les entreprises ont également une flexibilité avec leurs dirigeants, ce qui encourage le travail à distance.

La première condition irréductible du télétravail est une bonne connexion internet pour mener des réunions et entretiens virtuels ou pour envoyer des documents et des informations. L'Algérie se classe très mal à ce niveau, elle est souvent incluse dans la liste des pires pays en termes de vitesse internet, il faudrait être patient pour télécharger et envoyer n'importe quel fichier. C'est pour ces raisons ou d'autres que l'Algérie a du mal à procéder au télétravail.<sup>29</sup>

---

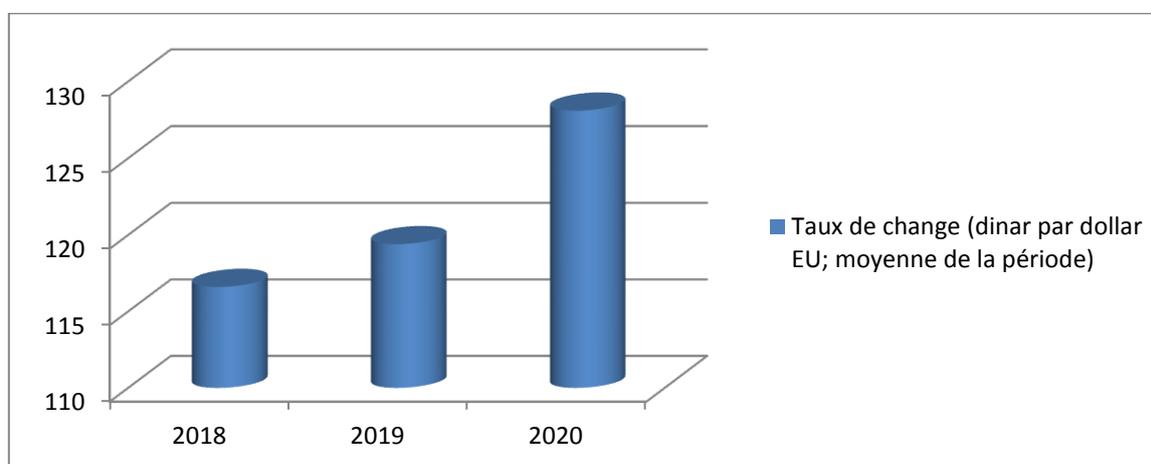
<sup>28</sup> SI LEKHAL.K. (2020). La crise du coronavirus et l'économie algérienne : impacts et défis », journal EL WATAN du 03/10/2020. Consultez le lien: <https://www.elwatan.com/edition/contributions/la-crise-du-coronavirus-et-leconomie-algerienne-impacts-et-defis-03-10-2020>

<sup>29</sup> « Peut-on facilement faire du télétravail depuis l'Algérie ? ». (2021), Rédaction VVA. 20/05/2021. Consultez le lien : <https://www.visa-algerie.com/peut-on-facilement-faire-du-teletravail-depuis-lalgerie/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20condition%20incompressible%20pour,envoyer%20des%20documents%20et%20informations.>

## CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien

### 2.3. Le taux de change

Concernant le taux de change et la balance des paiements, la valeur du dinar est liée à 70 % aux réserves de change via les hydrocarbures au niveau du marché officiel, et l'offre et la demande au niveau du marché parallèle. Pendant la pandémie de Covid-19, le taux de change officiel a connu un écart à la hausse, passant de 134,41 DA pour 1 € au début du confinement (le 16/03/2020) à 144,35 DA pour 1 € au 03/06/2020. En revanche, l'inverse s'est produit sur le marché parallèle où 1 € a été vendu pour 197 DA au début du confinement contre 191 DA au 03/06/2020. Cette baisse du marché parallèle s'explique par la restriction des déplacements à l'étranger, l'arrêt des envois de fonds des expatriés, les flux d'importations et d'exportations ont diminué, ce sont donc toutes les mesures de confinement qui ont provoqué ce ralentissement de l'économie informelle.<sup>30</sup>



**Figure 04 : Représentation graphique du taux de change en Algérie.**

Source: World Bank 2020. op. cit.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>

### 2.4. Les mesures économiques prises par le gouvernement algérien

En réponse à la baisse des recettes d'exportation d'hydrocarbures, les autorités ont mis en place des mesures pour limiter l'aggravation du déficit courant. Les autorités se sont fixées dans le but de baisser la facture des importations d'au moins 10 milliards de dollars, soit 6 % du PIB, notamment grâce à une dévaluation maîtrisée. Dès le début de l'année, le dinar algérien a perdu de sa valeur face au dollar américain -6,3%, à l'euro -9,2 % par rapport à l'euro et -6,8 par rapport au yuan chinois, ce qui a entraîné une hausse des prix des importations.

<sup>30</sup> <https://www.dzairdaily.com/algerie-taux-de-change-chute-euro-dinar-algerien-marche-noir-aujourd'hui-16-mars-2020/>.

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

D'autres politiques de réduction ont été présentés, notamment le prolongement des restrictions à l'importation de véhicules, y compris une interdiction d'importer des véhicules de plus de trois ans. Les importations de produits alimentaires et des appareils médicaux utilisés dans le cadre de la prévention et la lutte contre les effets de la Covid-19 tout en bénéficiant d'un couloir vert consistant en une procédure de matière douanière.<sup>31</sup>

Sur le plan commercial, afin de faciliter l'importation de certains produits et d'interdire l'exportation d'autres, l'État a pris des mesures en ce sens. Concernant les importations, les mesures exceptionnelles concernent les produits de santé, les équipements médicaux, les produits directement liés à la politique nationale de lutte contre la propagation du Covid-19 et "les produits alimentaires de base de large consommation"<sup>32</sup>. D'autre part les mesures liées à l'exportation visent à empêcher toute exportation de produits alimentaires de base et de dispositifs médicaux durant la crise sanitaire.<sup>33</sup>

### **Section 03 : L'aspect financier de la Covid-19 en Algérie**

#### **3.1. Le système financier algérien avant la Covid-19**

La liquidité bancaire a baissé en 2019 avec la clôture du programme de financement monétaire. Le programme de financement monétaire de la Banque d'Algérie a débuté en septembre 2017 et s'est terminé en mars 2019 avec 4 726 milliards de dinars injectés dans l'économie, soit 23 % du PIB en 2019, sur un total de 6 556 milliards de dinars. Associé au prélèvement de liquidités sur les comptes des entreprises publiques dans le but de financer le déficit budgétaire et à l'augmentation des taux des réserves obligatoires bancaires de 4 % en janvier 2018 à 10 % à l'été 2019, il a résulté une baisse des dépôts bancaires inclus dans la monnaie au sens large (M2).

Les prêts bancaires aux entreprises publiques ont augmenté de 14,4 % en 2019, contre 4,2 % au secteur privé, proposant une expulsion de l'investissement privé. Sachant que le secteur privé représente 64 % de la valeur ajoutée totale du secteur réel, les prêts en son profit ne représentaient que 48 % de l'ensemble des prêts bancaires, contre 50,1 % pour les prêts octroyés aux entreprises publiques.

---

<sup>31</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>

<sup>32</sup> GANA B., (2020). " Covid-19 et évolution des importations des produits alimentaires en Algérie", *Les Cahiers du Cread* -Vol. 36 - n° 03 - Juillet 2020

<sup>33</sup> <https://www.dzairdaily.com/algerie-taux-de-change-chute-euro-dinar-algerien-marche-noir-aujourd'hui-16-mars-2020/>

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

Le ratio des prêts non performants a sauté de 9,2 % en 2014 à 13 % en 2018, le taux de provisionnement des banques allant de 65,2 % à 50,2 % sur la même période. Les tests de résistance faits en 2019 supposent que même si les risques de marché restent contrôlables, les six banques publiques (BNA, BEA, BADR, BDL, CPA, CNEP), qui représentent 85 % du crédit à l'économie, sont considérablement exposées à leurs trois principaux clients.

La croissance de l'indice national des prix à la consommation (IPC) a diminué, de 3,5 % en 2018 à 2,3 % en 2019. L'IPC national, qui affiche une tendance baissière depuis son sommet de l'été 2016 qui a suivi la forte dévaluation de la monnaie en 2015, s'est légèrement redressé grâce à la stabilité du taux de change, la faible croissance de la demande publique et privée, la modération des prix réglementés et le resserrement monétaire de la Banque d'Algérie. Le dinar algérien s'est légèrement déprécié par rapport au dollar américain, devise dans laquelle les exportations algériennes sont principalement facturées, passant de 116,6 dinars/dollars américains en 2018 à 119,4 dinars/dollars américains en 2019. En revanche, sa valeur a légèrement augmenté face à l'euro et au yuan, où s'échange la quasi-totalité des importations algériennes, passant de 137,5 dinars/euro en 2018 à 133 dinars/euro en 2019 et de 17,6 dinars/yuan en 2018 à 17,3 dinars/yuan en 2019. Par conséquent, le taux de change effectif réel a légèrement augmenté, ce qui a entraîné une perte de compétitivité internationale. De plus, la valeur de la monnaie locale est restée pratiquement inchangée sur le marché parallèle, s'échangeant avec une décote de 50 % par rapport au dollar américain et à l'euro sur le marché officiel.<sup>34</sup>

### **3.2. Le système financier algérien durant la Covid-19**

Malgré les efforts consentis, la liquidité des banques publiques a fortement diminué au cours du premier semestre 2020. Cette baisse a été attribuée à la pandémie de Covid-19 et à la baisse des revenus des hydrocarbures, qui ont entraîné une baisse des dépôts dans les banques commerciales et la Banque d'Algérie. Les banques algériennes ont augmenté leur financement pour un montant de 404 milliards de dinars auprès de la Banque d'Algérie, soit une augmentation de 36 % en utilisant des opérations d'Open market. Parmi les six banques publiques (qui détiennent environ 90 % du total des dépôts du pays), quatre ont un besoin urgent de liquidités, tandis que les banques privées sont confrontées à un excès de liquidités. Ainsi, la base monétaire détenue par la Banque centrale d'Algérie est passée de 1100 milliards de dinars en décembre 2019 à 840 milliards de dinars en juillet 2020, une baisse de 24 %.

---

<sup>34</sup> <https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

Parmi ces nombreuses banques en demande de liquidités, on trouve la plupart de banques publiques, qui à elles seules représentent près de 90 % des dépôts en Algérie. Pour elles, la mesure d'abaissement de taux de réserves obligatoires est une bonne nouvelle.

En fait, ce sont les banques publiques qui portent le plus de dettes auprès du Trésor public. En revanche, leur portefeuille est constitué de clients qui exportent le moins (et génèrent ainsi des contre-valeurs inférieures en dinars). Par exemple la compagnie pétrolière nationale Sonatrach, dont les comptes sont déposés uniquement dans une banque, la BEA, etc.

Sur les six grandes banques publiques qui détiennent le marché, la Banque extérieure d'Algérie (BEA), la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR), la Banque de développement local (BDL) et le Crédit populaire d'Algérie (CPA) sont celles qui sont identifiées comme étant en sous-liquidité et ayant besoin du marché monétaire ou bien de l'Open market pour se refinancer.

En revanche, les banques privées de la place (Société générale, BNP Paribas, Natixis Algérie, Citibank Algeria, HSBC Algeria...) ne sont pas satisfaites de la réduction du taux de réserve obligatoire. Les banques privées qui sont toutes des banques étrangères, ainsi que la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance, sont en surliquidité. Pour elles qui prêtent sur le marché monétaire, le fait de desserrer l'emprise sur les banques sous-liquides leurs élimine des opportunités de placements, et de revenus.

Le resserrement des conditions de liquidité a poussé les déposants individuels à chercher à retirer leur épargne, mettant la pression sur les dépôts postaux algériens, où 35 % des algériens détiennent des comptes. Par conséquent, Algérie Poste a dû imposer un plafond sur les retraits quotidiens.

En effet, les clients se sont exposés à des risques de contamination très élevés du fait non seulement de leur présence en nombre élevé au niveau des guichets bancaires, mais aussi par la manipulation des billets de banque qui peuvent générer des facteurs de transmission du virus, et cela malgré les dispositifs pris par la banque d'Algérie pour aseptiser les billets de banque en circulation.<sup>35</sup>

### **Conclusion**

Suite à la chute des revenus pétroliers, et à la baisse des réserves de change ainsi que la crise sanitaire, le mélange est devenu explosif pour le système financier algérien. En manque de liquidité, les banques ont de plus en plus de difficultés à satisfaire la demande.

---

<sup>35</sup> M'Bida A. (2020) .Crise de liquidités : la Banque d'Algérie peut-elle (vraiment) sauver les banques ?. Jeune Afrique le 17/09/2020

## **CHAPITRE 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien**

La Banque d'Algérie a décidé de baisser le taux de réserve obligatoire de 10 à 8 % et de réduire le taux directeur de 0,25 % pour le fixer à 3,25 %, dès le 15 mars 2020, dans le but de stimuler la demande c'est-à-dire de mettre à la disposition des banques ainsi que les établissements financiers des moyens supplémentaires d'appuis au financement de l'économie nationale à un coût acceptable. Cette décision a été renforcée le 29 avril 2020 par d'autres décisions visant à réduire de 0,25% le taux directeur applicable aux principales opérations de refinancement pour le fixer à 3 % au lieu de 3,25 %<sup>36</sup>. Il a été aussi décidé de réduire le taux de réserve obligatoire de 8 % à 6%, ce qui libérera un montant important de liquidité pour les banques, qui pourront disposer 200 milliards de dinars, soit 20 000 milliards de centimes supplémentaires pour financer les entreprises<sup>37</sup>.

En revanche, le seuil de refinancement par la Banque d'Algérie des titres négociables publics, ont été augmentés de 90 % à 95 % pour les échéances résiduelles inférieures à 1 an, de 80 % à 90 % pour les échéances résiduelles de 1 an à inférieures à 5 ans et de 70 % à 85 % pour les échéances résiduelles égales ou supérieures à 5 ans. C'est un mécanisme d'injection de liquidités. Toutes ces actions présentent des mesures progressives et transitoires. Elles permettent aux banques et aux institutions financières de reporter le paiement des tranches de crédit arrivant à échéance, et de rééchelonner les créances de leur clientèle. Ces mesures permettent aussi d'éviter la fermeture des entreprises affectées par la pandémie du Covid-19.<sup>38</sup>

La Banque d'Algérie a permis aux banques de recevoir les documents relatifs aux importations par voie électronique appuyée d'un Swift de confirmation dérivant de la banque expéditrice des documents. Ces documents reçus par voie électronique peuvent être utilisés pour accomplir toutes les formalités bancaires et douanières liées aux importations. Cette mesure est considérée comme une mesure visant à faciliter le commerce extérieur.

La dématérialisation d'une partie du travail, notamment, grâce aux TIC permettrait de réduire les dépenses et de lutter contre le gaspillage. L'enjeu est donc de réussir à améliorer la gestion et les services des établissements financiers tout en réduisant les risques.<sup>39</sup>

---

<sup>36</sup>(Autrement dit, une baisse des taux d'intérêt bancaires qui suivent la diminution du taux directeur de la Banque centrale, incite les banques à ne pas augmenter les taux d'intérêt) .

<sup>37</sup> <https://www.bank-of-algeria.dz>

<sup>38</sup> Communiqué de la Banque d'Algérie. (2020) . Mesures prises par le gouvernement algérien ». visité le 25/05/2020. Consultez le lien : <https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/communique15032020.pdf>

<sup>39</sup>SI LEKHAL.K. (2020), op.cit.

## **CHAPITRE 03**

### **Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire: le cas de l'agence BADR n° 362**

## **CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362**

### **Introduction**

Dans le présent chapitre, nous allons présenter l'organisme d'accueil, dans lequel nous avons effectué notre stage, portant sur l'étude de l'impact de la Covid-19 sur les activités de cet organisme.

Il s'agit d'une agence appartenant au réseau BADR, l'agence n° 362 située à la wilaya de Bejaia dont la création remonte au mois de mars 1982.

### **Section 01. Présentation de la BADR et de l'agence n° 362 de Sidi-aich**

La banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) est l'une des principales institutions financières en Algérie qui joue un rôle important dans l'exécution des plans et programmes prévu à la réalisation des objectifs assignés au secteur agricole, en d'autres termes, c'est un établissement financier créé pour mission de développement du secteur agricole et la promotion du monde rural.

#### **1.1. Historique sur la BADR**

La BADR est une institution financière créée le 13 mars 1982 par le décret n° 82-106 du 13 mars 1982. C'est une société par action au capital social de 2.200.000.000 DA, dont la charge est de fournir aux EPE (entreprises publiques économiques) les conseils et l'assistance dans l'exploitation et la gestion des moyens mis à leurs dispositions tout en respectant la législation qui régit l'activité bancaire.

En vertu de la loi n° 90/10 du 14 avril 1990, relative à la monnaie et au crédit, cette banque est devenue une personne morale qui effectue des opérations de réception des fonds du public, les opérations d'octroi de crédits, ainsi que la mise à la disposition de la clientèle les moyens de paiement et de gestion. A partir de 1999, son capital social a augmenté pour atteindre le seuil de 33.000.000.000 DA.

La BADR est une banque qui relève du secteur public, qui a pour attribution principale le développement et le soutien du secteur agricole et la promotion des zones rurales. Son réseau compte actuellement près de 327 agences et 39 directions régionales.

#### **1.2. Evolution de la BADR**

Globalement la BADR a connu trois grandes phases d'évolution, qui sont comme suite :

- **Première phase (1982-1990)** : Au cours de cette phase, la BADR avait pour objectif d'asseoir sa présence dans les activités à vocation agricole et dans les zones rurales. Elle a acquis une expérience dans le financement de l'agro-alimentaire et de l'industrie

## **CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362**

mécanique agricole. Donc, cette étape est caractérisée par une spécialisation de chaque banque publique dans son champ d'intervention approprié.

- **Deuxième phase (1991-1999) :** La loi n° 90/10 du 14 avril 1990 avait mis au terme la spécialisation des banques, ce qui a entraîné l'élargissement du champ d'intervention de la BADR vers d'autres secteurs d'activités, notamment, vers les PME/PMI, tout en restant le partenaire privilégié du secteur agricole.

Au plan pratique cette étape a permis l'introduction des techniques informatiques :

- 1991 : mise en application du système Swift pour l'exécution des opérations du commerce extérieur.
  - 1992 : mise en place du logiciel SYBU permettant le traitement des différentes opérations bancaires, informatisation de l'ensemble des opérations du commerce extérieur et l'introduction du nouveau plan des comptes.
  - 1993 : achèvement du processus d'informatisation au niveau des différentes agences du réseau bancaire de la BADR.
  - 1994 : mise en service de la carte de paiement et de retrait BADR.
  - 1996 : introduction du traitement et de réalisation à distance et en temps réel des opérations bancaires.
  - 1998 : mise en service de la carte interbancaire.
- **Troisième phase (2000-2002) :** cette étape se caractérise par la nécessité d'impliquer les banques publiques dans la relance des divers investissements productifs et l'adéquation de leurs activités et leurs services avec les principes de l'économie de marché.

Dans le cadre de son rôle de financement de l'économie, la BADR a accentué les crédits aux PME/PMI du secteur privé, tout en augmentant le soutien du secteur agricole.

Afin de faire face aux profondes mutations économiques et sociales, et satisfaire les besoins de la clientèle, la BADR a programmée des actions ayant pour objectif de modernisation de la banque, l'amélioration de la qualité des services fournis, ainsi que l'assainissement comptable et financier.

Parmi les réalisations, on trouve :

- 2000 : mise en œuvre d'un diagnostic exhaustif permettant d'identifier les forces et les faiblesses de la BADR et l'établissement d'un plan qui a pour but de mettre la BADR à niveau par rapport aux normes internationales.
- 2001 : assainissement comptable et financier, refonte des procédures de traitement, d'acheminement et de sanction des dossiers de crédit. Les délais aujourd'hui varient entre 20 et 90 jours, qu'il s'agisse d'un dossier d'exploitation ou d'un dossier

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

d'investissement. Introduction du nouveau plan des comptes au niveau de la comptabilité centrale.

- 2002 : généralisation de la norme « banque assise » avec « service personnalisé » aux agences principales.

### 1.3. Les caractéristiques de la BADR

Parmi les principales caractéristiques de la BADR, on peut citer les suivantes :

- La BADR est la première banque algérienne à concrétiser le concept de « banque assise » avec service personnalisé.
- L'information totale du réseau sur la base d'un logiciel propriété de la BADR et développé par ses propres informations.
- La BADR effectue les traitements en temps réel à distance des opérations bancaires grâce à la télétransmission, ainsi que la consultation à distance des comptes par la clientèle « BADR consulte ».
- La BADR est une banque universelle qui intervienne dans le financement de toutes les opérations économiques, ainsi qu'elle participe de 30% au financement du commerce extérieur et elle met en place des crédits documentaires en 24heures.

### 1.4. Présentation de l'agence BADR n° 362 Sidi-aich

L'agence est une entité du réseau d'exploitation de la banque à qui sont attribuées des missions et fonctions bien précises.

L'agence BADR n°362 sidi-aich, est une ancienne agence qui a ouvert ses portes à la clientèle le 02 juin 1984. Le 26 septembre 1988, elle change son siège pour un autre plus spacieux, situé sur la route nationale reliant Bejaïa à Alger, ce qui lui a permis d'être plus connue et d'attirer plus de clientèle.

Le choix de dispositif « Banque assise » répartie l'agence en deux compartiments principaux, qui sont : Le front office et Le back office.

- **Le front office** : Offre à la clientèle un espace convivial et adapté, lui garantissant un service personnalisé à travers la prise en charge et le traitement de l'ensemble de ses transactions bancaires, par un chargé de clientèle et l'opportunité d'une assistance et d'un conseil de premier ordre, en matière de gestion des fortunes et de placement bancaires et financiers.
- **Le back office** : Constitue, quant à lui, un compartiment qui regroupe les potentialités techniques et humaines (comptables et analystes financiers) pour traiter en taux réel les ordres et les opérations reçus du front office et du réseau de la compensation. Il assure ainsi, le lien entre les différents services et les organismes extérieurs.

## **CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362**

### **1.4.1. Objectifs (Missions) de l'agence n° 362 Sidi-aich**

L'agence locale d'exploitation BADR n°362 de sidi aich s'est vue décernée les missions fondamentales suivantes :

- ✓ Disponibilité suffisante pour faire face au retrait de fond de la clientèle
- ✓ Veiller à la présentation et l'amélioration de l'image de marque de la banque
- ✓ Gérer et rentabiliser ce qui constitue son fond de commerce
- ✓ Prospecte et démarche de la clientèle potentielle tout en veillant à la fidélisation de la clientèle domiciliée
- ✓ Contrôle, étudier et notifier les crédits et la limite de ces prérogatives
- ✓ Procéder à des analyses de conjuncture pour le compte de sa hiérarchie
- ✓ Etablir le rapport d'activité
- ✓ Prendre en charge l'ensemble des opérations de la clientèle
- ✓ Veiller à une gestion rationnelle des espèces en limitant l'immobilisation des fonds
- ✓ Procéder les opérations du commerce extérieur
- ✓ Proposer des formules ou produits des placements en tenant compte des orientations de la direction générale.<sup>40</sup>

### **1.4.2. Organisation de l'agence BADR n° 362**

Comme étant une banque assise, les agences de la BADR ont un aspect organisationnel spécifique, qui les distingue des autres agences.

---

<sup>40</sup> Document de l'agence BADR n° 362 Sidi-aich.

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

L'organisation de l'agence BADR n°362 se présente comme illustré par l'organigramme ci-dessus :

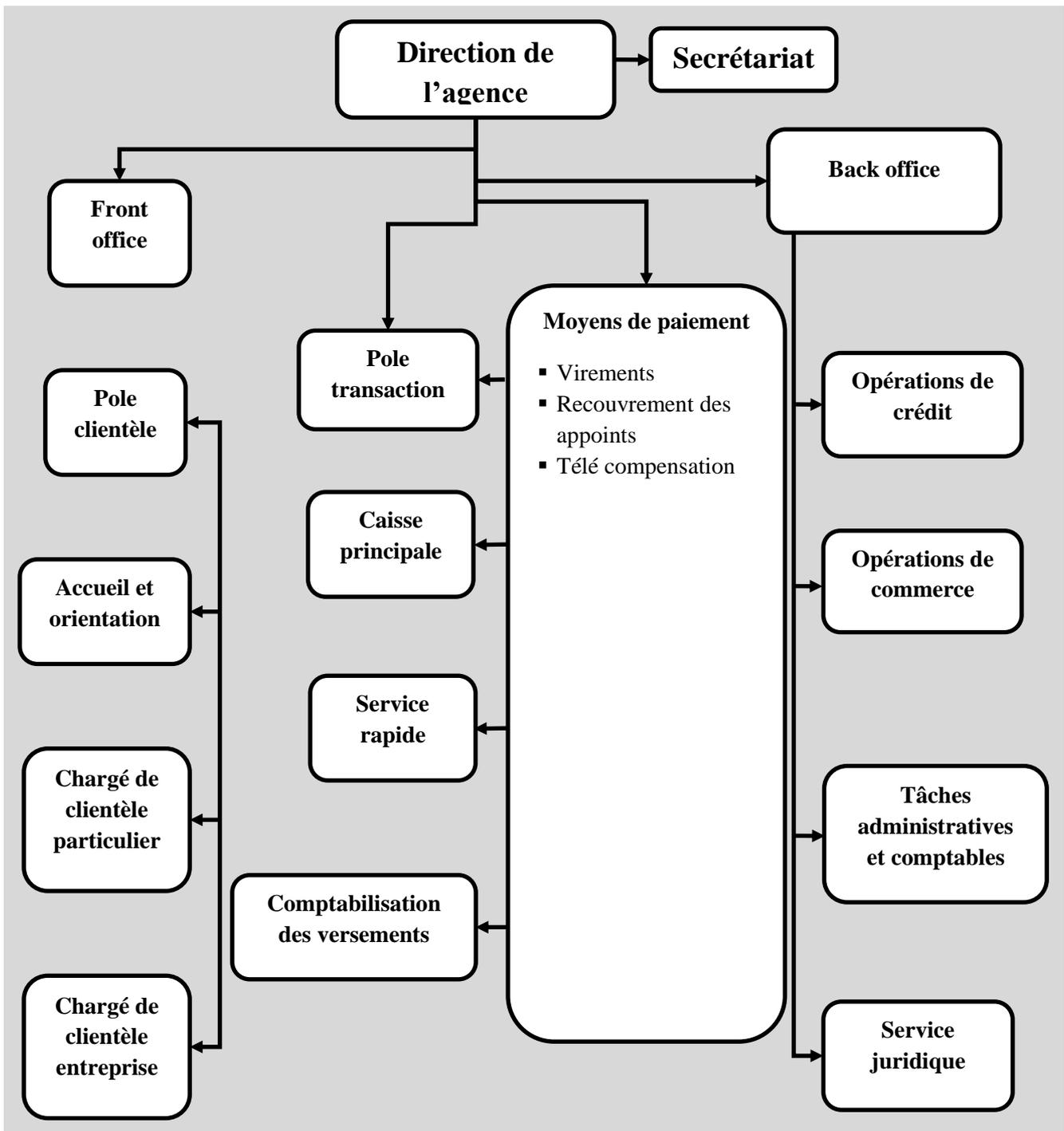


Figure 06 : Organigramme de l'agence BADR n° 362

### Section 02. Etude de cas de l'agence BADR n° 362

Dans cette section et afin de bien mener notre travail, on a effectué un stage pratique au niveau de l'agence BADR n° 362, notre étude est basé sur un traitement de données de la banque plus précisément une analyse et perspectives des indicateurs de la période avant et au

## **CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362**

cours de la pandémie (Covid-19), et pour appuyer notre étude un questionnaire a été mis en place au sein de cette agence, et une distribution a été effectuée au niveau des autres banques telles que : la BNA, BDL et CNEP.

### **2.1. L'impact de la Covid-19 sur les fonctions de l'agence BADR n° 362**

Ici comme ailleurs, le secteur bancaire n'a pas été échappé à cette crise sanitaire, la liquidité de ce dernier a massivement diminué au cours de l'année 2020, cela est dû aux retraits massifs des déposants. La peur d'être contaminé a paralysé toute circulation ce qui a mis les banques dans un état critique. Cependant, l'absence de la clientèle au niveau des guichets bancaires a favorisé le recours à la monétique afin de limiter les risques de contagion ainsi que d'éviter la manipulation des billets bancaires qui peuvent être des facteurs de transmission du virus.

L'effet de la Covid-19 sur l'agence BADR n° 362 est aussi remarquable, elle s'est exposée à plusieurs inquiétudes tels que : la diminution des ressources, la pénalisation des courriers, manque de communication entre le client et le chargé de clientèle, etc. Pour mieux comprendre la situation notre étude s'est appuyée sur un certain nombre de données relatives à certains indicateurs de la banque concernant :

#### **A. Les emplois :**

A propos des emplois de l'agence BADR n° 362, on distingue trois catégories : les crédits à court terme, les crédits à moyen et long terme et les crédits par signature. Le taux de réalisation de ces derniers est comparé à un certain objectif fixé par la banque centrale.

Durant l'exercice 2019, le montant total des emplois de l'agence BADR n° 362 s'élève à 523 021 KDA réparti comme suit : 22 061 KDA crédits à court terme (CCT), 497 283 KDA crédits à moyen, long terme (CMLT) et 3 677 KDA crédits par signature.

Cet indicateur a connu une baisse de 11,99 % par rapport à l'engagement au 31/12/2018. Néanmoins, les perspectives sont favorables à l'amélioration des emplois de l'agence à travers la concrétisation de leur plan d'action, à savoir :

- Financement d'un véhicule utilitaire pour leur relation avec Client X dans le cadre INVEST VAN, pour un montant de 1 200 000,00 DA.
- Financement d'un camion en faveur d'un Client Y dans le cadre d'un CMT équipement, pour un montant de 8 000 000,00 DA.
- Financement de Client Z dans le cadre du crédit RFIG d'un montant de 3 500 000,00 DA.
- Financement d'un véhicule utilitaire pour leur relation avec Client E dans le cadre INVEST VAN, pour un montant de 1 200 000,00 DA.

## **CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362**

Durant l'exercice 2020, le montant total des emplois de l'agence BADR n° 362 s'élève à 417 624 KDA réparti comme suit : 22 027 KDA crédits à court terme (CCT), 391 820 KDA crédits à moyen, long terme (CMLT) et 3777 KDA crédits par signature.

Cet indicateur a connu une baisse de 20,15 % par rapport à l'engagement au 31/12/2019, cela est dû aux crédits octroyés non remboursés.

### **B. Les ressources :**

En matière des ressources de cette agence, les réalisations au 31/12/2019 ont connu une légère baisse de 0,72 % par rapport à l'exercice précédent. Cette réalisation représente 84 % de l'objectif tracé.

Les réalisations au 31/12/2020 ont connu une augmentation de 11,12 % par rapport à l'exercice précédent. Cette réalisation représente 116 % de l'objectif tracé. Cela signifie que les ressources de l'agence BADR n° 362 contrairement aux emplois ont connu une amélioration.

### **C. Les impayés :**

Le montant des impayés de l'agence BADR n° 362 a connu au 31/12/2019 une augmentation de 33,93 % par rapport à l'exercice précédent, cette évolution est principalement due aux échéances impayées des dossiers dispositifs aidés. L'objectif de l'agence est de réduire leurs impayés de 50 %. Pour y'arriver, la banque a pris le contacte avec l'ensemble des clients concernés, soit pour un apurement total de leur situation dans le cadre de la DR N°10/17 du 13/07/2017, soit par un rééchelonnement de leur dette.

Le 31/12/2020, le montant des impayés de l'agence a augmenté de 35,36 % par rapport à l'exercice précédent. Sur ce point, on peut dire que la banque n'a pas pu réaliser son objectif de réduire 50 % de ses impayés, le montant a marqué une amplification en raison du prolongement des échéances dues au Covid-19.

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

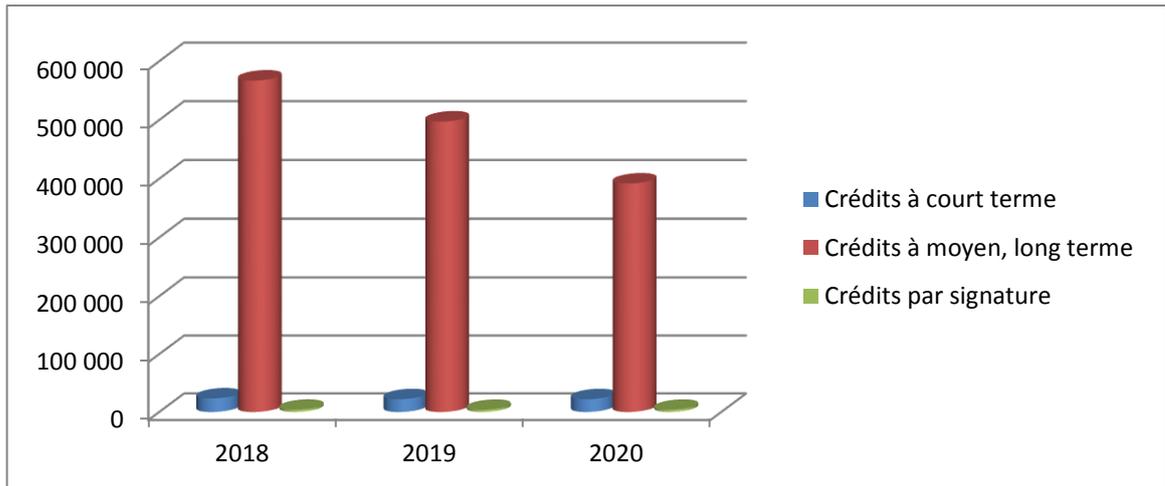


Figure 07 : Représentation graphique des emplois de l'agence BADR n° 362

Source : Bilan de réalisation de l'agence BADR n° 362

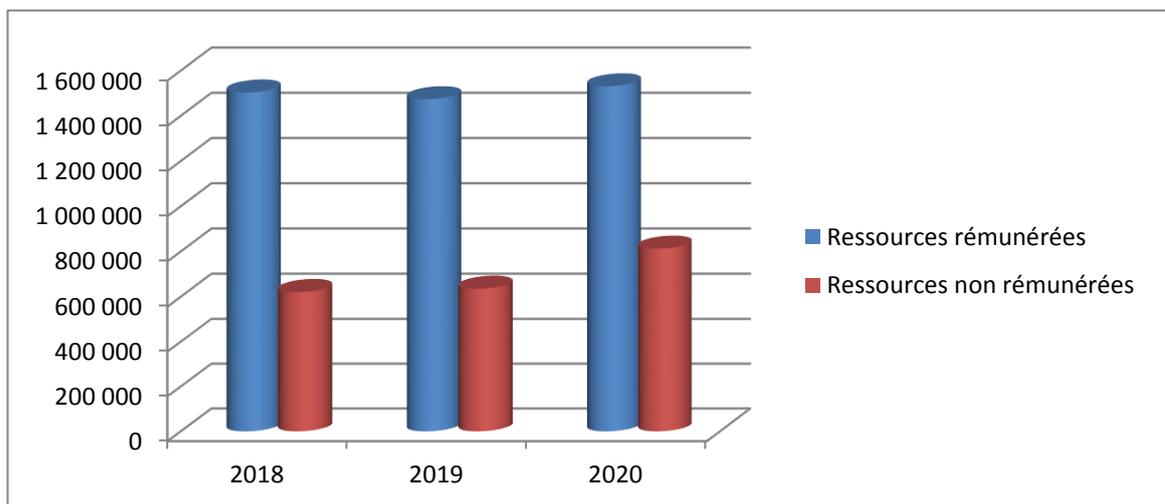


Figure 08 : Représentation graphique des ressources de l'agence BADR n° 362

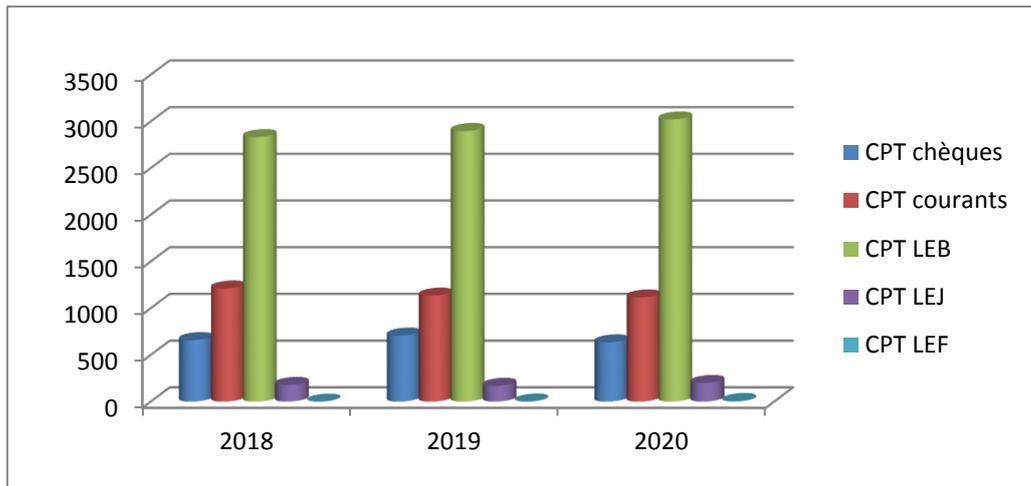
Source : Bilan de réalisation de l'agence BADR n° 362

### A. Monétique et ouverture de comptes :

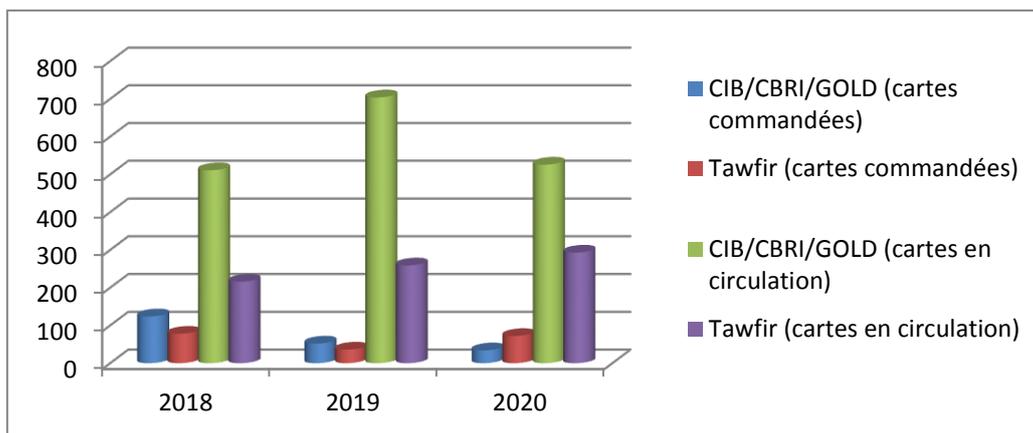
Durant l'exercice 2019, un nombre de 183 comptes dinars a été ouvert soit : 39/50 pour compte chèque, 24/100 compte courant et 110/220 compte épargne.

Quant aux commandes de carte faite durant l'année, l'agence locale d'exploitation « ALE » a commandé 88 cartes toutes catégories confondues avec un nombre de 65 cartes est satisfait. Durant l'exercice 2020, un nombre de 324 comptes dinars a été ouvert soit : 41/76 pour compte chèque, 81/60 compte courant et 157/140 compte épargne. Quant à la commande de carte faite durant cette année, l'ALE a commandé 106 cartes toutes catégories confondues.

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362



**Figure 09 : Représentation graphique du nombre d'ouvertures des comptes de l'agence BADR n° 362**



**Figure 10 : Représentation graphique du nombre de cartes bancaires réalisées (Cartes commandées et Cartes en circulation) par l'agence BADR n° 362**

Source : Bilan de réalisation de l'agence BADR n° 362

### **B. Les terminaux de paiement électroniques :**

Concernant les TPE (Terminaux de paiement électroniques), l'objectif fixé en termes d'installation été de 24 entre 2018 et 2019, cependant, aucun TPE n'est installé au niveau de la banque. En 2020, le nombre de TPE installés et connectés été de 8.41

#### **2.2.Enquête auprès des spécialistes de la finance et de la banque**

Dans le but de renforcer notre travail, on a mené à la réalisation d'un questionnaire distribué au niveau de notre organisme d'accueil BADR agence n° 362, ainsi qu'au niveau de

<sup>41</sup> Réalisé par nous même à base des données de l'agence BADR n° 362 Sidi-aich

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

certaines banques comme : BNA, BDL et CNEP. Ce questionnaire est mis en place dans l'objectif de savoir l'impact réel de la pandémie de Covid-19 sur l'activité des banques.

Le questionnaire comporte sept (7) questions qui se focalisent sur l'activité bancaire, son évolution, son comportement avec sa clientèle, la gestion des risques ainsi que le degré d'adoption de la technologie. Ainsi, il a été adressé à un certain nombre de spécialistes de la finance de la banque (directeurs, employés, fonctionnaires...etc.).

**Ce questionnaire est structuré comme suit :**

**Partie 01** : L'activité bancaire à l'ère de Covid-19

*A quel rythme l'activité bancaire se redresse telle ?*

- **Proposition 01** : Reprise soutenue grâce à la réponse efficace du gouvernement
- **Proposition 02** : Reprise progressive grâce à la coopération banques / gouvernement
- **Proposition 03** : Reprise très lente marquée par une absence du numérique
- **Proposition 04** : Des turbulences persistent dans un contexte de protectionnisme commercial
- **Autre...**

Propositions	BADR	BNA	BDL	CNEP
Proposition 01		X		
Proposition 02	X		X	X
Proposition 03				
Proposition 04				
Autre				

### **Interprétation**

On constate que le rythme de l'activité bancaire des banques BADR, BDL et CNEP se redresse avec un rythme de reprise progressive soutenue par les banques qui font collaboration avec le gouvernement pour apporter de l'aide.

En ce qui concerne l'activité bancaire de la banque BNA, elle se redresse aussi avec un rythme de reprise soutenue tout en suivant une récession initiale grâce à la réponse efficace des gouvernements.

**Partie 02** : Les préférences et les comportements des consommateurs à l'ère de Covid-19

*Comment les préférences et la confiance des clients / consommateurs évoluent-elles dans le contexte de la pandémie ?*

- **Proposition 01** : Retour à la normale avec une hausse de la demande.

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

- **Proposition 02** : Retour à la normale avec adaptation aux services bancaires numériques.
- **Proposition 03** : Confiance accrue envers les banques qui offrent un soutien aux clients.
- **Proposition 04** : Augmentation de la volonté à épargner alors que la pandémie persiste.
- **Autre...**

<b>Propositions</b>	<b>BADR</b>	<b>BNA</b>	<b>BDL</b>	<b>CNEP</b>
Proposition 01		<b>X</b>		
Proposition 02	<b>X</b>		<b>X</b>	<b>X</b>
Proposition 03				
Proposition 04				
Autre				

### Interprétation

Durant la pandémie, on remarque que les préférences et la confiance des clients/consommateurs des banques BADR, BDL et CNEP se caractérisent par un retour aux normalités, mais avec une adaptation aux services bancaires numériques.

Pour la BNA banque, les préférences et la confiance de sa clientèle se manifestent par le retour à la normale avec une hausse de la demande des consommateurs.

**Partie 03** : Souplesse de la réglementation bancaire en faveur du numérique durant la pandémie.

*Quel est le poids de la réglementation bancaire sur l'activité numérique des banques ?*

- **Proposition 01**: La réglementation est contraignante et l'absence du numérique persiste.
- **Proposition 02** : Assouplissement avec une grande volonté d'aller vers le numérique.
- **Proposition 03** : La réglementation est favorable et encourage l'adoption du numérique.
- **Autre ...**

<b>Propositions</b>	<b>BADR</b>	<b>BNA</b>	<b>BDL</b>	<b>CNEP</b>
Proposition 01				
Proposition 02		<b>X</b>		
Proposition 03	<b>X</b>			<b>X</b>
Autre			L'adoption du numérique est	

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

			réglementée très lentement
--	--	--	-------------------------------

### Interprétation

On constate que le fardeau de la réglementation bancaire sur l'activité numérique des banques BADR et CNEP est favorable afin d'encourager l'adoption de la technologie.

Pour la BNA banque, le poids de la réglementation bancaire sur le numérique se caractérise par un assouplissement afin de conférer aux banques nationales une plus grande souplesse aux fins de l'engagement numérique.

Et pour BDL banque, l'adoption du numérique est réglementée très lentement.

**Partie 04 :** Evolution de la concurrence bancaire.

*En quoi la capacité de croissance des activités bancaires est-elle impactée ?*

- **Proposition 01 :** Resserrement des marges bénéficiaires.
- **Proposition 02 :** Erosion de la part des marchés.
- **Proposition 03 :** Intensification de la concurrence pour attirer les clients vers les services numériques.
- **Autre...**

Propositions	<i>BADR</i>	<i>BNA</i>	<i>BDL</i>	<i>CNEP</i>
Proposition 01				
Proposition 02		X		X
Proposition 03	X		X	
Autre				

### Interprétation

On constate que la croissance des activités des deux banques BADR et BDL ont été impactées par l'intensification de la concurrence dans l'objet d'attirer de nouveaux clients vers le numérique.

Pour BNA et CNEP banques, la croissance de leurs activités bancaires est impactée sur les plus petits acteurs qui font face à l'érosion de leur part de marché et à la consolidation

**Partie 05 :** Adoption de la technologie bancaire à l'ère de la pandémie.

*De quelle manière le soutien à l'adoption de technologie évolue-t-il ?*

- **Proposition 01 :** Le maintien de la technologie habituelle.

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

- **Proposition 02** : Accélération de l'élan vers la transformation et le conseil numérique à distance.
- **Proposition 03** : Adoption des solutions à distance avec priorité aux canaux
- **Autre ...**

<b>Propositions</b>	<b><i>BADR</i></b>	<b><i>BNA</i></b>	<b><i>BDL</i></b>	<b><i>CNEP</i></b>
Proposition 01			<b>X</b>	
Proposition 02	<b>X</b>	<b>X</b>		<b>X</b>
Proposition 03				
Proposition 04				
Autre				

### Interprétation

On remarque que les banques BADR, BNA et CNEP ont soutenues l'adoption de la technologie d'une manière à accélérer l'élan vers la transformation et conseils numériques en mode libre-service.

Cependant, la BDL a maintenu la technologie habituelle.

**Partie 06:** Effectifs bancaire et modèle opérationnel durant la pandémie.

*Comment les effectifs, le travail et le modèle opérationnel sont-ils configurés ?*

- **Proposition 01** : La rationalisation des effectifs avec adaptation au contexte de la crise.
- **Proposition 02** : Adaptation grâce aux effectifs spécialisés et au télétravail.
- **Proposition 03** : Adaptation grâce aux activités de plus en plus numérisées.
- **Proposition 04** : Restriction, réduction des effectifs et délocalisation.
- **Autre ...**

<b>Propositions</b>	<b><i>BADR</i></b>	<b><i>BNA</i></b>	<b><i>BDL</i></b>	<b><i>CNEP</i></b>
Proposition 01	<b>X</b>			<b>X</b>
Proposition 02				
Proposition 03				
Proposition 04				

## CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362

Autre		<i>Aucun changement</i>	<i>Aucun changement</i>	
-------	--	-----------------------------	-----------------------------	--

### Interprétation

La configuration des effectifs du travail et du modèle opérationnel dans les banques BADR et CNEP est accentué sur la rationalisation et l'efficacité avec une adaptation au contexte découlant de la crise.

En ce qui concerne la BNA et la BDL aucun changement n'a été détecté.

**Partie 07:** Gestion du risque bancaire à l'ère de la pandémie.

*Comment les banques réagissent-elles face à l'exposition aux risques bancaires ?*

- **Proposition 01 :** Les activités de financement et de gestion des risques sont difficiles à exécuter.
- **Proposition 02 :** La gestion des risques d'entreprise a une importance accrue
- **Proposition 03 :** Des activités de détection de fraude améliorées sont mises en œuvre avec succès.
- **Proposition 04 :** Difficulté a assuré la stabilité systématique.
- **Autre ...**

Propositions	<i>BADR</i>	<i>BNA</i>	<i>BDL</i>	<i>CNEP</i>
Proposition 01				
Proposition 02			<b>X</b>	<b>X</b>
Proposition 03	<b>X</b>			
Proposition 04				
Autre		<i>Des mesures prudentielles sont régulièrement améliorées</i>		

### Interprétation

La BADR a amélioré avec succès des activités de détection de fraude afin de faire face aux crises et assurer la stabilité économique.

Des mesures prudentielles sont régulièrement améliorées au sein de la BNA.

## **CHAPITRE 03 : Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire : le cas de l'agence BADR n° 362**

En ce qui est de CNEP et BDL banques, la gestion des risques d'entreprise a une importance accrue.<sup>42</sup>

### **Conclusion**

Ce chapitre consacré à la partie pratique dont on a étudié l'impact de la pandémie du Covid-19 sur l'agence BADR n° 362 par deux techniques, l'une par l'analyse de certains indicateurs de la banque tels que : les emplois, les ressources, la bancarisation...etc. l'autre technique s'est basée sur un questionnaire diffusé au niveau de l'agence BADR n° 362 ainsi que dans quelques autres banques sachant que les résultats de ce dernier sont différents d'une banque à une autre.

A termes de ce stage qu'on a effectué dans l'agence BADR n° 362 Sidi-aich, on a constaté que les emplois de cette agence ont connu une baisse par rapport aux exercices précédents dont la cause majeure revient à la pandémie de Covid-19 plus précisément aux crédits octroyés non remboursés (rééchelonnement des créances), de même le montant des impayés a eu une amplification, contrairement aux ressources qui ont subi une amélioration par rapport aux dernières années.

En se concentrant sur notre organisme d'accueil l'agence BADR n° 362 de Sidi-Aich et à travers le questionnaire mis en place à son niveau, son activité a repris pendant la pandémie grâce à la coopération entre la banque et le gouvernement, ainsi le retour des clients à la normalité avec l'adaptation aux services bancaires numériques car la réglementation est favorable et incite l'adoption de ces derniers. Cependant, la capacité à développer l'activité de cette agence est affectée par la concurrence croissante pour attirer les clients vers les services numériques en accélérant la dynamique vers le conseil numérique à distance. Quant aux effectifs de la banque, ils ont été rationalisés en s'adaptant au contexte de crise. Enfin, pour la gestion des risques, l'agence BADR n° 362 a mis en place des activités de détection de fraude améliorées (avancées).

On conclue que les banques devront considérablement renforcer leurs dispositifs de suivi des risques tout en veillant à un système de détection et d'alerte avancée des difficultés de la clientèle, afin de mettre en place un ensemble des actions possibles pour une gestion efficace.

---

<sup>42</sup> Réalisé par nous même à base des données du questionnaire.

**Conclusion générale**

**Conclusion générale**

# Conclusion générale

Ce travail avait pour ambition de mesurer l'impact de la crise sanitaire sur l'aspect sanitaire, la sphère économique d'une manière générale et sur la sphère financière, en particulier. La recherche bibliographique et l'analyse statistique des données ont permis de dégager un certains nombres de conclusions concernant les effets de la pandémie sur le plan sanitaire, économique et financier en Algérie.

Concernant le cas mondial, nous avons constaté que les pays émergents et en développement devraient chercher à compenser la hausse de certains taux d'intérêt mondiaux par une politique monétaire intérieure plus favorable. Pour y parvenir ils ont besoin d'une certaine indépendance par rapport aux conditions financières mondiales. La bonne nouvelle c'est que de nombreuses banques centrales de pays émergents ont pu assouplir leur politique monétaire pendant la pandémie, même face à la fuite des capitaux. Les pays dotés de banques centrales plus transparentes, de décisions budgétaires mieux organisées et de notations financières plus élevées ont pu abaisser leurs taux directeurs pendant la crise.

Le moment est venu pour les pays émergents d'allonger la maturité de la dette, de réduire l'asymétrie des devises dans les bilans et plus généralement de prendre des mesures pour stimuler la résilience financière.

Il est aussi temps de renforcer le filet de sécurité financière mondiale (le système de dispositifs tels que les lignes de swap et les créanciers multilatéraux qui peuvent fournir des devises aux pays dans le besoin). La communauté internationale doit être prête à aider les pays dans les scénarios extrêmes. Les facilités de financement prudentiel du FMI pourraient également protéger les pays membres de la volatilité financière, et la nouvelle allocation du FMI de droits de tirage spéciaux serait également bénéfique.

Nous pouvons aussi déduire, pour le cas algérien, que la pandémie de Covid-19 est l'occasion de remettre en cause le système de l'économie de la rente adopté depuis l'indépendance. Ce constat est confirmé par la stérilité des mesures adoptées par l'Etat pour contrecarrer les effets de chocs exogènes comme la Covid-19 et l'effondrement des prix des hydrocarbures depuis 2014.

Le système financier, dans son ensemble, n'a pas été à l'abri, il n'a pas seulement souffert d'un manque flagrant de liquidité dû aux retraits massifs des clients, mais aussi au rééchelonnement des créances, du fait que les clients ne pouvaient pas rembourser leur dettes ce qui a créé une sorte d'anarchie et de panique au niveau des banques.

# Conclusion générale

D'après l'étude au sein de l'agence BADR n° 362 Sidi-Aich, et l'enquête de terrain sous forme d'un questionnaire que nous avons effectué, nous recensons les constats suivants:

Le numérique est loin d'être adopté par les banques algériennes tant que les clients n'ont pas tendance au changement technologique.

Bien que le travail à distance occupait une place importante dans divers pays dans le monde durant la pandémie en encourageant cette bonne initiative, les banques algériennes en générale ont du mal à s'adapter au numérique: En effet, les conditions primordiales du télétravail est d'avoir une bonne connexion internet afin de mener de différentes activités (réunions, ...etc.).

Nous pouvons dire que l'utilisation d'outils numériques est antérieure à la pandémie et leur développement ne manquera pas de se poursuivre après la crise du coronavirus. Ainsi, les entreprises algériennes, notamment, celles exerçant des activités de services et de commerce, doivent se donner les moyens de recourir au télétravail, à la visioconférence, aux courriels électroniques afin d'améliorer leur compétitivité.

# Conclusion générale

## Bibliographie

### Ouvrages et article

- ✓ BEN HAMMOUDA H., BERTHAUD P., SANDRETTO R., SILEM A., (2010), *Banquiers et économistes face à la crise*, 1<sup>ère</sup> édition de Boeck, page 59 .Bruxelles 2010.
- ✓ Banque d'Algérie. (2020) . Mesures prises par le gouvernement algérien ». visité le 25/05/2020. Consultez le lien : <https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/communiquel5032020.pdf>
- ✓ Banque d'Algérie. (2020), « mesures prises par le gouvernement algérien ». Communiqué de la banque d'Algérie, visité le 25/05/2020.
- ✓ Banque Mondiale (2020). Traverser la pandémie de Covid-19, engager les réformes structurelles : L'Algérie face à la pandémie de Covid-19. WORLD BANK GROUP , automne 2020.
- ✓ Fonds Monétaire International, (2020). Rapport sur la stabilité financière dans le monde . *FMI*, édition d'avril 2020.
- ✓ Gabriel M. (2020), « Moderna, Astra Zeneca, Pfizer...Quels sont les vaccins contre le Covid les plus avancés ? », *Journal en ligne Business insider*, publié le 23/11/2020.
- ✓ Gana B., (2020). " Covid-19 et évolution des importations des produits alimentaires en Algérie", *Les Cahiers du Cread* -Vol. 36 - n° 03 - Juillet 2020
- ✓ Hollen E. (2021). Covid-19: encore un très dur chemin à parcourir, prévient l'OMS . *Futura santé*, article publié le 07/01/2021

# Conclusion générale

- ✓ Kibala Kuma J. (2020). " L'économie mondiale face à la pandémie de la Covid-19: état des lieux, analyses et perspectives". hal-02888395, 2020.
- ✓ Les echos (2020). De la crise de 2008 à celle 2020. *Journal les Echos*, consultable sur site : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/de-la-crise-de-2008-a-celle-de-2020-141144>
- ✓ M'Bida A. (2020) .Crise de liquidités : la Banque d'Algérie peut-elle (vraiment) sauver les banques ?. Jeune afrique le 17/09/2020.  
Site : <https://www.jeuneafrique.com/1046017/economie/crise-de-liquidites-la-banque-dalgerie-peut-elle-vraiment-sauver-les-banques/>
- ✓ NGUESSAN F., PÉNEAU C. et KHELIFI H. (2021). Rapport de situation sur l'épidémie du Covid-19 en Algérie. OMS Algérie, janvier 2021.
- ✓ Organisation internationale du travail (2020). La Covid-19 et le monde du travail, Impacts sectoriels réponses et recommandations.  
Site : <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/lang--fr/index.htm>
- ✓ Perspectives de l'économie mondiale. (2021), « Reprise : Des situations divergentes à gérer », FMI, (2021).
- ✓ SI LEKHAL K., (2020). La crise du coronavirus et l'économie algérienne : impacts et défis . Journal EL WATAN du 03/10/2020.

## **Autres références bibliographiques :**

- ✓ Documents internes de la BADR Sidi-Aich (agence n° 362), Bejaia.
- ✓ Données du Questionnaire.

## **Sites Web:**

- ✓ <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02888395/document>
- ✓ <https://www.businessinsider.fr/moderna-pfizer-sanofi-le-point-sur-les-vaccins-contre-le-covid-19-les-plus-prometteurs-185467>
- ✓ <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/coronavirus-covid-19-encore-tres-dur-chemin-parcourir-previent-oms-84938/>

# Conclusion générale

- ✓ <https://www.ilo.org/global/topics/coronavirus/lang-fr/index.htm>
- ✓ [https://www.bfmtv.com/economie/international/crise-de-2008-et-choc-economique-du-coronavirus-comparaison\\_AN-202003150213.html](https://www.bfmtv.com/economie/international/crise-de-2008-et-choc-economique-du-coronavirus-comparaison_AN-202003150213.html)
- ✓ <https://www.finance-investissement.com/nouvelles/actualites/une-comparaison-entre-la-crise-actuelle-et-celle-de-2008/>
- ✓ <https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2020/04/14/global-financial-stability-report-april-2020>
- ✓ <https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2021/04/06/global-financial-stability-report-april-2021>
- ✓ <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/14/blog-gfsr-covid-19-crisis-poses-threat-to-financial-stability>
- ✓ <https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/03/23/world-economic-outlook-april-2021>
- ✓ <https://documents1.worldbank.org/curated/en/336441610722601742/pdf/Algeria-Economic-Monitor.pdf>.
- ✓ <https://ourworldindata.org/coronavirus/country/algeria>
- ✓ <https://reliefweb.int/report/algeria/algerie-rapport-de-situation-sur-lepidemie-du-covid-19-424-du-26-mai-2021>
- ✓ <https://www.aps.dz/sante-science-technologie/120589-vaccins-anti-covid-19-les-effets-indesirables-sont-minimes-et-pas-dangereux>
- ✓ <https://www.banquemondiale.org/fr/country/algeria/publication/economic-update-october-2020>.
- ✓ <https://www.elwatan.com/edition/contributions/la-crise-du-coronavirus-et-leconomie-algerienne-impacts-et-defis-03-10-2020>
- ✓ <https://www.visa-algerie.com/peut-on-facilement-faire-du-teletravail-depuis-lalgerie/#:~:text=La%20premi%C3%A8re%20condition%20incompressible%20pour,envoyer%20des%20documents%20et%20informations.>
- ✓ <https://www.dzairdaily.com/algerie-taux-de-change-chute-euro-dinar-algerien-marche-noir-aujourd'hui-16-mars-2020/>.

# Conclusion générale

- ✓ <https://www.jeuneafrique.com/1046017/economie/crise-de-liquidites-la-banque-dalgerie-peut-elle-vraiment-sauver-les-banques/>
- ✓ <https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/communiquel5032020.pdf>

## Annexes

### Annexe 01 :

#### **Bilans de réalisations de l'agence BADR n° 362 Sidi-Aich (2018/2019) :**

GRE	RUBRIQUES	Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	Variation	OBJECTIF	TX/ OBJ
006	CCT	23 404	22 061	-1 343	50 000	44%
	<b>Dont RFIG au</b>	<b>6 838</b>		<b>Part RFIG/CCT</b>	31%	
	CMLT	567 035	497 283	-69 752	674 409	74%
	<b>Dont Dispositif</b>	<b>244 498</b>		<b>Part Dispositif</b>	49%	
	CREDIT PAR	3 819	3 677	-142	8 000	46%
	<b>Dont Cautions au</b>	<b>3 677</b>		<b>Part Cautions</b>	100%	
	<b>Total</b>	<b>594 258</b>	<b>523 021</b>	<b>-71 237</b>	<b>732 410</b>	<b>71%</b>

	RUBRIQUES	Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	Variation	Prévisions	TX/OBJ
006	IMPAYES	162 010	216 982	54 972	88 502	245%

## Conclusion générale

RUBRIQUES		Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	OBJECTIF	TX/OBJ
006	Ressources rémunérées	1 503 175	1 473 428	1 631 000	90%
	Ressources non rémunérées	620 961	635 434	873 070	73%
<b>Total</b>		<b>2 124 136</b>	<b>2 108 862</b>	<b>2 504 070</b>	<b>84%</b>

GRE	RUBRIQUES		Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	Ouverture	OBJECTIF	TX/ OBJ
006	BANCARISATION	CPT chèques	658	707	39	50	78%
		CPT courants	1 211	1 134	24	100	24%
		CPT LEB	2 832	2 897	110	220	50%
		CPT LEJ	179	169	9	17	53%
		CPT LEF	-	1	1	-	#DIV/ 0!

GRE	RUBRIQUES		Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	OBJECTIF	TX/ OBJ
006	commandes	CIB/CBRI/GOLD	124	52	340	15%
		Tawfir	78	36	160	23%
	Cartes en circulation	CIB/CBRI/GOLD	511	704	700	101%
		Tawfir	216	259	300	86%

GRE	RUBRIQUES	Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	OBJECTIF en termes	TX/ OBJ
-----	-----------	------------------------------	------------------------------	-----------------------	------------

## Conclusion générale

				<b>d'installation</b>	
<b>006</b>	<b>TPE</b>	-	-	24	-

### Bilans de réalisations de l'agence BADR n° 362 Sidi-Aich (2019/2020)

GRE	RUBRIQUES	Réalisation au 31/12/2018	Réalisation au 31/12/2019	Variation	OBJECTIF	TX/ OBJ
<b>006</b>	CCT	23 404	22 061	-1 343	50 000	44%
	<b>Dont RFIG au</b>	<b>6 838</b>		<b>Part RFIG/CCT</b>	31%	
	CMLT	567 035	497 283	-69 752	674 409	74%
	<b>Dont Dispositif</b>	<b>244 498</b>		<b>Part Dispositif</b>	49%	
	CREDIT PAR	3 819	3 677	-142	8 000	46%
	<b>Dont Cautions au</b>	<b>3 677</b>		<b>Part Cautions</b>	100%	
	<b>Total</b>	<b>594 258</b>	<b>523 021</b>	<b>-71 237</b>	<b>732 410</b>	<b>71%</b>

<b>RUBRIQUES</b>	<b>Réalisation au</b>	<b>Réalisation au</b>	<b>Variation</b>	<b>Prévisions</b>	<b>TX/OBJ</b>
------------------	-----------------------	-----------------------	------------------	-------------------	---------------

# Conclusion générale

		31/12/2018	31/12/2019			
006	IMPAYES	162 010	216 982	54 972	88 502	245%

	RUBRIQUES		Réalisation au 31/12/2019	Réalisation au 31/12/2020	OBJECTIF	TX/OBJ
006	RESSOURCES	Ressources rémunérées	1 473 428	1 530 592	1466 632	104%
		Ressources non rémunérées	635 434	812 871	552 939	147%
		<b>Total</b>	<b>2 108 862</b>	<b>2 343 463</b>	<b>2 019 571</b>	<b>116%</b>

GRE	RUBRIQUES		Réalisation au 31/12/2019	Réalisation au 31/12/2020	Ouverture	OBJECTIF	TX/ OBJ
006	BANCARISATION	CPT chèques	707	634	41	76	54%
		CPT courants	1 134	1 115	81	60	135%
		CPT LEB	2 897	3 021	157	140	112%
		CPT LEJ	169	200	39	24	163%
		CPT LEF	1	7	6	34	18%

GRE	RUBRIQUES		Réalisation au 31/12/2019	Réalisation au 31/12/2020	OBJECTIF	TX/ OBJ	
006	MONETQUE	Cartes commandes	CIB/CBRI/GOLD	52	34	87	39%
			Tawfir	36	72	127	57%

## Conclusion générale

		Cartes en circulation	CIB/CBRI/GOLD	704	526	416	126%
			Tawfir	259	293	576	51%

GRE	RUBRIQUES	Réalisation au 31/12/2019	Réalisation au 31/12/2020			TX/ OBJ
			Nombre de TPE installés	Nombre de TPE connectés	Nombre de TPE déconnectés	
006	TPE	-	8	8	-	#DIV/0 !

**Annexe02 :**

**Questionnaire d'enquête :**

**Université A. Mira de Bejaia**

**Faculté des Sciences Économiques, Commerciales et des Sciences de Gestion**

**Département des Sciences Économiques**



**QUESTIONNAIRE D'ENQUETE**

# Conclusion générale

## Mémoire de Master sur le thème :

« Les étendues sanitaire, économique et financière de la Covid-19 : quel impact sur

**l'activité bancaire » :**

**“Enquête auprès des spécialistes de la finance et de la banque“**

### Réalisé par :Sous la direction de :

Bellache Thira

Mr. GANA Brahim

BAKLI Naouel

Dans le cadre de la préparation de notre mémoire de Master en Sciences Économiques, nous mettons entre vos mains ce questionnaire auquel nous vous prions de bien vouloir répondre. Toutes les réponses que vous fournirez demeureront fermement confidentielles et cela pour un objet strictement académique et anonyme et nous vous remercions d'avance pour votre contribution.

**Année : 2020/2021**

## **Questionnaire**

### **L'activité bancaire à l'ère de Covid-19**

#### **A quel rythme l'activité bancaire se redresse- t- elle ?**

- Reprise soutenue grâce à la réponse efficace du gouvernement
- Reprise progressive grâce à la coopération banques / gouvernement
- Reprise très lente marquée par une absence du numérique
- Des turbulences persistent dans un contexte de protectionnisme commercial
- Autre.....

**Si autre précisez ...**

### **Les préférences et les comportements des consommateurs à l'ère de Covid-19**

**Comment les préférences et la confiance des clients/consommateurs évoluent-elles dans le contexte de la pandémie ?**

# Conclusion générale

- Retour à la normale avec une hausse de la demande
- Retour à la normale avec adaptation aux services bancaire numérique
- Confiance accrue envers les banques qui offrent un soutien aux clients
- Augmentation de la volonté à épargner alors que la pandémie persiste
- Autre .....

## Souplesse de la réglementation bancaire en faveur du numérique durant la pandémie

**Quel est le poids de la réglementation bancaire sur l'activité numérique des banques ?**

- La réglementation est contraignante et l'absence du numérique persiste
- Assouplissement avec une grande volonté d'aller vers le numérique
- La réglementation est favorable et encourage l'adoption du numérique
- Autre.....

## Evolution de la concurrence bancaire

**En quoi la capacité de croissance des activités bancaires est-elle impactée ?**

- Resserrement des marges bénéficiaires
- Érosion de la part des marchés bancaires
- Intensification de la concurrence pour attirer les clients vers les services numériques
- Autre.....

# Conclusion générale

## Adoption de la technologie bancaire à l'ère de la pandémie

### De quelle manière le soutien à l'adoption de technologie évolue-t-il ?

- Le maintien de la technologie habituelle
- Accélération de l'élan vers la transformation et le conseil numérique à distance
- Adoption des solutions à distance avec priorité aux canaux virtuels
- Adoption des innovations inspirées par les marchés les plus avancés
- Autre.....

## Effectifs bancaire et modèle opérationnel durant la pandémie

### Comment les effectifs, le travail et le modèle opérationnel sont-ils configurés ?

- La rationalisation des effectifs bancaire avec adaptation au contexte de la crise
- Adaptation grâce aux effectifs spécialisés et au télétravail
- Adaptation grâce aux activités de plus en plus numérisées
- Restructuration, réduction des effectifs et délocalisation
- Autre.....

## Gestion du risque bancaire à l'ère de la pandémie

### Comment les banques réagissent-elles face à l'exposition aux risques bancaires ?

- Les activités de financement et de gestion des risques sont difficiles à exécuter
- La gestion des risques d'entreprise a une importance accrue
- Des activités de détection de fraude améliorées sont mises en œuvre avec succès
- Difficulté a assuré la stabilité systématique
- Autre.....

## Identification du répondant

### Identifications du répondant

#### Vous êtes :

- Employé de la banque
- Directeur de banque
- stagiaire
- Fonctionnaire
- Autre,

#### Sexe :

- Homme
- Femme

#### Age :

- 18 à 30
- 31 à 40
- 41 à 50
- 51 et plus

Si autre précisez ...

# Conclusion générale

**Si vous êtes banquier, dans quelle banque travaillez-vous ?**

- |   |                                |
|---|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> BNA              | <input type="checkbox"/> AGB   |
| <input type="checkbox"/> BDL              | <input type="checkbox"/> BADR  |
| <input type="checkbox"/> BEA              | <input type="checkbox"/> CPA   |
| <input type="checkbox"/> BNP              | <input type="checkbox"/> Autre |
| <input type="checkbox"/> Société Générale |                                |

**Si autre précisez ...**

**Merci pour votre collaboration**

# Conclusion générale

## Table des matières

<b>Introduction générale.....</b>	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
<b>Chapitre 01 : Les aspects sanitaire, économique et financier da la Covid-19 dans le monde .....</b>	<b>4</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>5</b>
<b>Section 01 : L'aspect sanitaire de la Covid-19 et sa propagation dans le monde .....</b>	<b>6</b>
1.1. La pandémie de la Covid-19 comme crise sanitaire .....	6
1.2. Propagation de la Covid-19 dans le monde .....	7
<b>Section 02 : L'aspect économique de la Covid-19.....</b>	<b>11</b>
2.1. Croissance et marché du travail au niveau mondial.....	11
2.2. L'offre et la demande en temps du Covid-19 .....	12
2.3. Crise de la Covid-19 et crise financière de 2008, différences et complémentarités	14
<b>Section 03 : L'aspect financier de la Covid-19.....</b>	<b>16</b>
3.1. Effets de la Covid-19 sur le système financier et bancaire mondiaux .....	16
3.2. Mesures financières et économiques prises contre la Covid-19 .....	19
3.3. Perspectives de l'économie mondiale .....	21
<b>Conclusion .....</b>	<b>23</b>
<b>Chapitre 02 : Les effets de la crise sanitaire sur l'économie et le système financier algérien .....</b>	<b>26</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>27</b>
<b>Section 01 : L'aspect sanitaire de la Covid-19 en Algérie.....</b>	<b>27</b>
1.1. Propagation de la Covid-19 en Algérie.....	27
1.2. Les mesures sanitaires prises par le gouvernement algérien.....	28
<b>Section 02 : L'aspect économique de la Covid-19 en Algérie .....</b>	<b>29</b>
2.1. La Covid-19 et l'effondrement simultané des prix des hydrocarbures.....	29
2.2. La croissance et le marché du travail .....	33
2.3. Le taux de change .....	35
2.4. Les mesures économiques prises par le gouvernement algérien.....	35
<b>Section 03 : L'aspect financier de la Covid-19 en Algérie .....</b>	<b>36</b>
3.1. Le système financier algérien avant la Covid-19.....	36

# Conclusion générale

3.2. Le système financier algérien durant la Covid-19 .....	37
<b>Conclusion .....</b>	<b>38</b>
<b>Chapitre 03: Impact du Covid-19 sur l'activité bancaire: le cas de l'agence BADR n° 362</b> <b>.....</b>	<b>41</b>
<b>Introduction .....</b>	<b>42</b>
<b>Section 01 : Présentation de la BADR et de l'agence n° 362 de Sidi-aich .....</b>	<b>42</b>
1.1. Historique sur la BADR.....	42
1.2. Evolution de la BADR .....	42
1.3. Les caractéristiques de la BADR .....	44
1.4. Présentation de l'agence BADR n° 362 Sidi-aich .....	44
<b>Section 02 : Etude de cas de l'agence BADR n° 362.....</b>	<b>46</b>
2.1. L'impact de la Covid-19 sur les fonctions de l'agence BADR n°362.....	47
2.2. Enquête auprès des spécialistes de la finance et de la banque .....	50
<b>Conclusion .....</b>	<b>56</b>
<b>Conclusion générale .....</b>	<b>58</b>
<b>Bibliographie.....</b>	<b>59</b>
<b>Annexe.....</b>	<b>62</b>

# Conclusion générale

## Résumé

Les étendues de la pandémie de la Covid-19 sur l'activité économique, financier et bancaire en Algérie ont été appréhendées, dans ce travail de mémoire, à travers l'adoption d'une démarche d'investigation basée sur une analyse de données quantitatives, étude de terrain et un stage que nous avons effectué au sein de la banque BADR à Bejaia. Nos analyses ont aboutit aux résultats suivants : les mesures prises par le gouvernement, sur le plan économique, sanitaire et financier, restent insuffisantes pour atténuer les effets de la pandémie et promouvoir une croissance économique diversifiée. Les banques algériennes et la BADR en particulier, ont du mal à s'adapter aux technologies numériques pour faire face à la pandémie. Néanmoins, l'absence de la clientèle au niveau des guichets, suite aux mesures du confinement, a attiré l'intention des clients vers les transformations digitales des banques.

**Mots clés:** Covid-19, économie algérienne, système bancaire, technologies numériques

## Abstract

The extent of the Covid-19 pandemic on economic, financial and banking activity in Algeria has been apprehended, in this memory work, through the adoption of an investigative approach based on an analysis of quantitative data, field study and an internship that we carried out within the BADR bank in Bejaia. Our analyzes led to the following results: although remote working and the use of digital technology occupied an important place in banking activity in various countries, Algerian banks and the BADR in particular, have difficulty adapting to this type of technology. Nonetheless, the absence of customers at the bank counters, following the containment measures, drew consumers' intention towards digital technology.

**Keywords:** Covid-19, Algerian economic, banking system, BADR, digital technology

# Conclusion générale

## المخلص

الهدف من هذه الرسالة هو دراسة تأثير جائحة كوفيد-19 على النشاط الاقتصادي والمالي والمصرفي في الجزائر. لقد اعتمدنا نهجًا استقصائيًا يعتمد على تحليل البيانات الكمية ودراسة ميدانية جنبًا إلى جنب مع تدريب داخلي في بنك "بدر" في بجاية. أدت تحليلاتنا إلى النتائج التالية: التدابير التي اتخذتها الحكومة ، اقتصاديًا وصحيًا وماليًا ، لا تزال غير كافية للتخفيف من آثار الوباء وتعزيز النمو الاقتصادي المتنوع. تكافح البنوك الجزائرية والبنك بدر بشكل خاص للتكيف مع التكنولوجيا الرقمية لمواجهة الوباء. ومع ذلك، غياب العملاء في عدادات البنك ، بعد إجراءات الاحتواء ، وجه نية المستهلكين نحو التكنولوجيا الرقمية.

**الكلمات المفتاحية:** كوفيد-19 ، الاقتصاد الجزائري ، النظام المصرفي ، التكنولوجيا الرقمية